

Table des matières

14	Rapport de gestion	51	Situation de trésorerie et sources de financement
18	Conjoncture du marché	51	Données sur les actions privilégiées et ordinaires en circulation
22	Sommaire des faits saillants de la société		
23	Aperçu financier	53	Régimes de paiements fondés sur des actions
30	Résultats par secteur d'activité – quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars 2025 par rapport au quatrième trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2024	54	Transactions avec des parties liées
		56	Informations significatives sur les méthodes comptables, et utilisation d'estimations et d'hypothèses importantes
43	Informations financières trimestrielles pour le T4/25 et les sept trimestres précédents	66	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
44	Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants pour le T4/25 et les sept trimestres précédents	67	Gestion des risques
		72	Politique en matière de dividende
46	Situation financière	72	Déclaration de dividende
49	Provisions, procédures de litige et passif éventuel	73	Renseignements supplémentaires
50	Engagements	78	États financiers consolidés

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières au Canada). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs comprennent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés sur les objectifs, les stratégies, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société; le moment ou l'exécution du financement des « prêts d'achat de 2026 » (au sens donné à ce terme ci-après) aux participants qui souscrivent des parts de société en commandite de la société en commandite; le financement du « nouveau prêt à la société en commandite » (au sens donné à ce terme ci-après) à la « société en commandite » (au sens donné à ce terme ci-après); les changements au sein du conseil d'administration et dans les fonctions exercées par les administrateurs; la réalisation des plans de la direction et leurs retombées potentielles; les répercussions des événements mondiaux et de la conjoncture économique sur les activités de la Société et les perspectives relatives aux activités de la Société et à l'économie mondiale. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2026 », contiennent de l'information prospective.

Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers; les pressions inflationnistes; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque de conduite et le risque juridique, le risque lié à la réglementation et le risque environnemental; les fluctuations des cours des devises et des taux d'intérêt, notamment sous l'effet de la volatilité du marché et des prix du pétrole; l'efficacité et le caractère adéquat de notre gestion des risques et de nos modèles et processus d'évaluation; l'évolution de la législation ou de la réglementation dans les territoires où nous menons nos activités; le changement climatique et d'autres risques liés aux facteurs ESG; la perturbation des marchés attribuable à l'incidence des tarifs douaniers imposés à l'échelle mondiale et à leurs répercussions récessionnistes et inflationnistes potentielles, ainsi que l'incidence de facteurs géopolitiques persistants. D'autres risques et facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes décrites dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, tout comme les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque lié à la cybersécurité et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2026 » du présent rapport de gestion et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca. Le lecteur doit tenir compte du fait que les listes des principaux facteurs et hypothèses qui précèdent ne sont pas exhaustives.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans le présent rapport de gestion peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent rapport de gestion. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Quatrième trimestre de l'exercice 2025 et exercice clos le 31 mars 2025 – ce document est daté du 4 juin 2025.

Le présent rapport de gestion de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre et de l'exercice clos le 31 mars 2025 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La période de trois mois close le 31 mars 2025 est aussi désignée par les termes « quatrième trimestre de 2025 », « T4/25 » et « quatrième trimestre de l'exercice 2025 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » ou « CG » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés des exercices clos les 31 mars 2025 et 2024. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2025 et 2024 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS, certains ratios non conformes aux IFRS et certaines mesures financières supplémentaires sont utilisés par la Société comme mesures de la performance financière. Ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les mesures non conformes aux IFRS qui figurent dans le présent rapport de gestion incluent certains chiffres tirés de notre compte de résultat qui sont ajustés afin d'exclure les éléments importants. Bien que les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société, il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société. En conséquence, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Mesures non conformes aux IFRS (montants ajustés)

Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Aux fins du calcul de ces éléments tirés des états financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS, nous excluons certains éléments de nos résultats financiers préparés conformément aux IFRS. Les éléments qui ont été exclus sont appelés aux présentes les éléments importants. Une description de la composition des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion est présentée ci-après (veuillez noter que certains éléments importants exclus dans le cadre du calcul d'une mesure non conforme aux IFRS donnée peuvent ne pas s'appliquer pour chaque période comparative) : i) les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux produits des activités ordinaires selon les IFRS, compte non tenu des ajustements applicables de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, aux bons de souscription et aux options qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle; ii) les charges compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux charges selon les IFRS moins l'amortissement applicable des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre d'acquisitions réalisées ou potentielles, les charges de restructuration, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne (« CGWM UK ») et des divisions des marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, certains frais pris en compte dans les frais de développement du secteur Non sectoriel et autres en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée visant les actions ordinaires de la Société, l'ajustement de la juste valeur de certaines contreparties éventuelles en lien avec des acquisitions antérieures, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des débetures convertibles, certaines charges liées à des locaux loués en construction, un ajustement de la juste valeur au titre de la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK; certaines provisions et certains honoraires professionnels dans le cadre de nos activités aux États-Unis en lien avec les questions d'ordre réglementaire en cours et certaines provisions liées à une question fiscale visant des exercices antérieurs; iii) les charges indirectes compte non tenu des éléments importants, qui sont calculées comme étant les charges compte non tenu des éléments importants diminuées de la charge de rémunération; iv) le résultat net avant impôt sur le résultat, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants, qui correspond aux produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants moins les charges compte non tenu des éléments importants; v) l'impôt sur le résultat (ajusté), qui correspond à l'impôt sur le résultat selon les IFRS ajusté pour refléter l'incidence fiscale des éléments importants exclus; vi) le résultat net compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants moins l'impôt sur le résultat (ajusté); vii) les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées), qui correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle selon les IFRS moins l'amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et ajustées, le cas échéant, aux fins du calcul selon la

méthode du rachat d'actions lorsque l'effet est dilutif; viii) le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net compte non tenu des éléments importants moins les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C. Les autres mesures non conformes aux IFRS comprennent le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »), qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants et compte non tenu également de certains produits d'intérêts du siège social, de certaines charges d'intérêts du siège social et de certains amortissements, et le BAIIA normalisé, qui correspond au BAIIA compte non tenu de certaines charges de nature spécifique ou non récurrente. Le BAIIA n'exclut pas l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et la charge d'intérêts sur les obligations locatives. Les données présentées pour les divisions opérationnelles de la Société qui sont respectivement décrites dans le présent paragraphe sont calculées de la manière décrite aux présentes et constituent des mesures non conformes aux IFRS.

Un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui ne tiennent pas compte des éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables tirées des états financiers consolidés de l'exercice 2025 est présenté dans le tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2025 et de l'exercice 2025 » à la page 24.

Ratios non conformes aux IFRS

Les ratios non conformes aux IFRS sont calculés au moyen des mesures non conformes aux IFRS définies précédemment. Pour les périodes visées par les présentes, nous avons utilisé les ratios non conformes aux IFRS suivants : i) le total des charges compte non tenu des éléments importants en pourcentage des produits des activités ordinaires, qui est calculé en divisant les charges compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants; ii) le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base); iii) le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (après dilution); et iv) la marge bénéficiaire avant impôt, qui est calculée en divisant le résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants.

Mesures financières supplémentaires

Les actifs pour le compte des clients font partie des mesures financières supplémentaires qui n'ont pas de définition prescrite par les IFRS et qui ne respectent pas la définition d'une mesure non conforme aux IFRS ou d'un ratio non conforme aux IFRS. Les actifs pour le compte des clients, qui comprennent les actifs sous gestion (« ASG ») et les actifs sous administration (« ASA »), représentent une mesure qui est couramment utilisée dans les activités de gestion de patrimoine. Les actifs pour le compte des clients représentent la valeur de marché des actifs des clients gérés et administrés par la Société qui en tire des intérêts, des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les actifs pour le compte des clients peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, ces mesures pourraient ne pas être comparables à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice, indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage, des services de consultation et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (« TSX »). Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage, de services de consultation et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions

et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie. Nous nous sommes engagés à fournir des services axés sur la valeur à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à mener nos activités en respectant des normes élevées en matière d'excellence à titre de banque d'investissement indépendante – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage et de planification financière complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie. Les territoires de Guernesey, de Jersey et de l'île de Man sont désignés sous l'appellation de « dépendances de la Couronne ». Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne sont collectivement désignées sous le nom de « CGWM UK ».

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liées à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes de technologie de l'information, de la conformité, de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

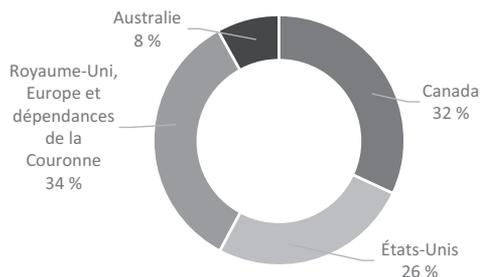
Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Les activités génératrices de produits de la Société sont diversifiées sur le plan de la couverture sectorielle et de la présence géographique. Afin d'augmenter ses produits des activités ordinaires récurrents et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a continué d'investir pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine dans toutes les régions où elle les exerce. Grâce à la diversification de ses activités dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans ses secteurs cibles.

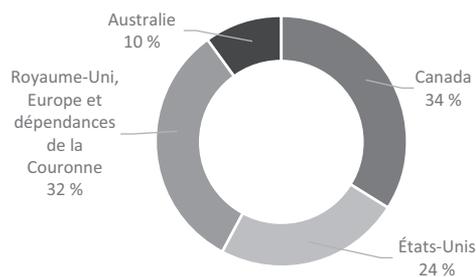
Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires pour ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

Les tableaux ci-après font état des produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région au cours du T4/25 et de l'exercice clos le 31 mars 2025 :

Produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région
Quatrième trimestre de l'exercice 2025



Produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région
Exercice clos le 31 mars 2025



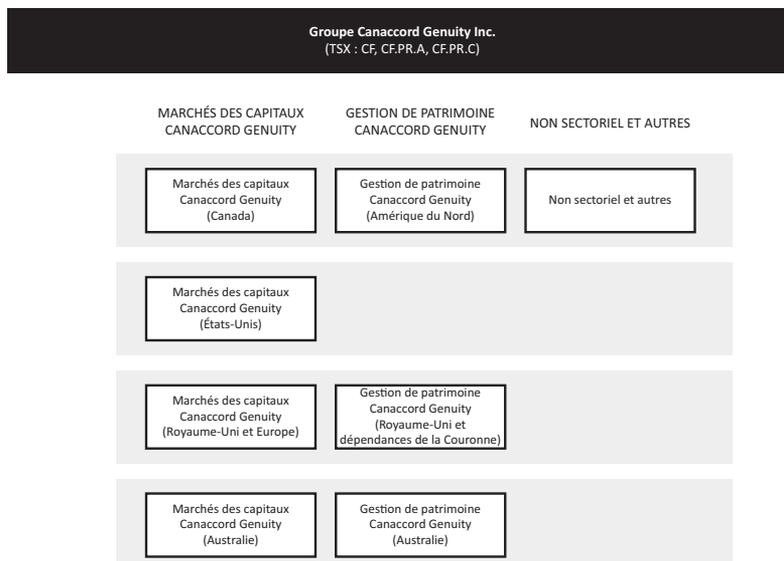
INCIDENCE DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ SUR LES MARCHÉS

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes et des frais de compte, de la prise ferme, des intérêts, des honoraires de consultation et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et au Royaume-Uni et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Australie et en Asie. Les initiatives d'expansion d'entreprise réfléchies de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans un paysage financier dynamique.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société sont principalement axées sur la prestation de services de gestion de comptes discrétionnaire et comptes de services de consultation, d'exécution d'opérations, de planification financière, de garde de titres, de prêts sur marge et de gestion de trésorerie. La valeur des actifs pour le compte des clients attribuables aux activités de gestion de patrimoine de la Société peut être influencée par les variations de la valeur de marché au cours des périodes de présentation de l'information financière.

Les activités sur les marchés des capitaux de la Société sont principalement axées sur les secteurs suivants : technologies, métaux et mines, produits de consommation et de détail, soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis), produits de consommation et de détail, développement durable, et autres. La couverture de ces secteurs englobe le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

SECTEURS D'ACTIVITÉ



Les principales entités en exploitation qui font partie des unités d'exploitation précitées sont les suivantes :

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Canada)

Corporation Canaccord Genuity (division Marchés des capitaux)

Jitneytrade Inc.

Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited

Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited¹

Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord)

Corporation Canaccord Genuity (division Gestion de patrimoine)

Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.

Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.

Non sectoriel et autres

Corporation Canaccord Genuity (division Non sectoriel et autres)

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Finlogik Inc.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (États-Unis)

Canaccord Genuity LLC

Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC

CG Sawaya, LLC

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe)

Canaccord Genuity Limited

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et dépendances de la Couronne)²

Canaccord Genuity Wealth Limited

CG Wealth Planning Ltd.

Canaccord Genuity Asset Management Limited

Canaccord Genuity Wealth (International) Limited

Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited

Cantab Asset Management Limited

Intelligent Capital Limited (ICL)

Canaccord Asset Management (International) Ltd.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity (Australia) Limited²

Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited¹

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity Financial Limited²

1) Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est une ressource partagée pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie.

2) En propriété exclusive. Voir les notes ci-après.

Certains investisseurs institutionnels ont acheté deux séries d'actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited, une filiale de la Société qui est également la société mère de toutes les sociétés en exploitation incluses dans CGWM UK. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles émises à des dirigeants et à des employés de CGWM UK, la Société détient une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 66,9 % dans Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited. Les conditions relatives aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles sont présentées à la note 8 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

La Société détient une participation de 65 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited.

Conjoncture du marché

Contexte économique

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice, l'indice S&P 500 a fléchi de 4,3 % d'un trimestre à l'autre, mais a progressé de 8,3 % d'une année à l'autre, accusant un retard par rapport aux indices des autres principaux marchés des actions. En revanche, l'indice S&P/TSX a augmenté de 1,5 % d'un trimestre à l'autre et de 15,8 % d'un exercice à l'autre, tandis que les indices EAO et MSCI Marchés émergents ont grimpé respectivement de 3,0 % d'un trimestre à l'autre (de 4,7 % d'une année à l'autre) et de 2,7 % d'un trimestre à l'autre (de 11,7 % d'une année à l'autre). Le rendement relativement inférieur des actions américaines découle surtout des préoccupations grandissantes des investisseurs à l'égard des tarifs douaniers sur les importations, du ralentissement de la croissance économique, des prévisions d'inflation à la hausse et de l'accroissement des déficits fiscaux, tous des facteurs qui, combinés, ont érodé la confiance dans les actifs américains par rapport aux actifs des marchés internationaux.

L'indice S&P GSCI a bondi de 4,9 % d'un trimestre à l'autre et de 3,8 % d'une année à l'autre, terminant le trimestre et l'exercice 2025 sur une note positive, alors que les prix de nombreux produits de base ont été soutenus par l'activité de réapprovisionnement aux États-Unis en prévision de l'imposition des tarifs douaniers anticipés. Le dollar canadien (\$ CA/\$ US) est demeuré stable d'un trimestre à l'autre, mais s'est déprécié de 5,9 % d'une année à l'autre, sous l'effet de la chute des prix du pétrole et de l'écart grandissant entre les taux d'intérêt fixés par la Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada. Dans l'intervalle, les obligations du Trésor américain à 10 ans ont affiché un rendement supérieur, soit une hausse de 4,0 % d'un trimestre à l'autre et de 4,2 % d'une année à l'autre.

Financement de sociétés et consultation

Les données sectorielles révèlent que les activités de fusion et acquisition à l'échelle du globe ont augmenté de 10,9 % d'un trimestre à l'autre et de 31,2 % d'une année à l'autre au quatrième trimestre de l'exercice 2025. Cependant, l'activité sur le marché des PAPE a diminué de 36,5 % par rapport au trimestre précédent, malgré l'augmentation de 29,7 % d'une année à l'autre enregistrée au titre des nouvelles émissions.

À l'avenir, les sociétés en quête de financement à l'appui de leurs activités ou d'acquisitions pourraient connaître des difficultés en raison de l'incertitude qui plane autour des tarifs douaniers réciproques, des taux d'intérêt élevés et des politiques fiscales américaines. Par contre, l'imposition de tarifs douaniers par les États-Unis pourrait intensifier l'activité de fusions et acquisitions transfrontalières, les sociétés s'employant à élargir leur accès aux marchés et à accroître la compétitivité de leur chaîne d'approvisionnement. En outre, le récent rendement positif des actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation envoie un signal prometteur relativement aux perspectives de fusions et acquisitions.

	T4/24		T1/25		T2/25		T3/25		T4/25		
	29 mars 2024	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2024	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2024	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2024	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2025	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Valeur de l'indice à la fin du trimestre											
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	294,0	7,2 %	301,9	7,6 %	320,3	15,1 %	298,2	0,0 %	286,2	-2,7 %	-4,0 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	235,0	6,3 %	245,9	11,2 %	265,8	24,5 %	244,9	6,7 %	250,7	6,7 %	2,4 %

Source : LSEG Datastream, estimations de Canaccord Genuity.

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent connaître une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché. La réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration.

Négociation

Le rendement supérieur des actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation par rapport à celui des actions de sociétés américaines à grande capitalisation au cours du trimestre et de l'exercice 2025 a appuyé nos activités de négociation. Cela s'est particulièrement reflété sur le secteur des métaux précieux, car les activités de négociation ont été soutenues par le rendement robuste des sociétés aurifères, le prix de l'or ayant bénéficié de la dépréciation du dollar américain.

Valeur moyenne au cours du trimestre/ de l'exercice	T4/24		T1/25		T2/25		T3/25		T4/25		Exercice 2025		
	29 mars 2024	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2024	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2024	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2024	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2025	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2025	(D'un exercice à l'autre)	
Russell 2000	2 013,6	8,4 %	2 037,9	13,4 %	2 155,1	13,9 %	2 300,6	27,1 %	2 192,3	8,9 %	-4,7 %	2 171,8	15,6 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	2 837,4	11,0 %	2 941,6	18,0 %	3 014,6	14,9 %	3 210,0	26,1 %	3 112,4	9,7 %	-3,0 %	3 069,8	16,9 %
FTSE 100	7 671,9	-1,1 %	8 173,8	6,3 %	8 242,2	9,8 %	8 219,6	9,4 %	8 583,5	11,9 %	4,4 %	8 303,2	9,3 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 271,8	2,6 %	1 333,4	8,4 %	1 327,9	9,8 %	1 343,4	12,8 %	1 411,0	10,9 %	5,0 %	1 353,6	10,4 %
S&P/TSX	21 309,3	5,6 %	22 022,6	9,1 %	22 937,2	13,8 %	24 837,4	24,8 %	25 110,9	17,8 %	1,1 %	23 723,0	16,4 %

Source : LSEG Datastream, estimations de Canaccord Genuity.

Gestion de patrimoine mondiale

Malgré la volatilité accrue du marché, le rendement positif des principaux indices boursiers et obligataires a contribué à l'augmentation de la valeur des actifs pour le compte des clients attribuable à nos activités de gestion de patrimoine sur une base séquentielle et d'un exercice à l'autre.

	T4/24	T1/25	T2/25	T3/25	T4/25	Exercice 2025
	Variation (d'un trimestre à l'autre)	Variation (d'un exercice à l'autre)				
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	10,6 %	4,3 %	5,9 %	2,4 %	-4,3 %	8,3 %
S&P/TSX	6,6 %	-0,5 %	10,5 %	3,8 %	1,5 %	15,8 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	4,6 %	6,3 %	6,8 %	-4,2 %	2,7 %	11,7 %
MSCI MONDE	8,3 %	3,0 %	6,7 %	-0,9 %	-1,2 %	7,6 %
INDICE S&P GS COMMODITY	10,4 %	0,7 %	-5,3 %	3,8 %	4,9 %	3,8 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	-1,7 %	-0,3 %	5,8 %	-5,0 %	4,0 %	4,2 %
\$ CA/\$ US	-2,2 %	-1,0 %	1,1 %	-6,0 %	0,0 %	-5,9 %
\$ CA/€	0,0 %	-0,3 %	-2,7 %	1,1 %	-4,3 %	-6,1 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Perspectives pour l'exercice 2026

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice, l'administration des États-Unis a déclaré l'urgence nationale dans le but d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les importations du Canada et du Mexique. Cependant, certains secteurs, dont ceux de l'automobile et de l'énergie, ont fait l'objet d'exemptions ou de tarifs douaniers réduits. En outre, les États-Unis ont instauré des tarifs douaniers réciproques à l'endroit de plus de 150 pays au début d'avril, mais ont ensuite convenu de les mettre sur pause pour 90 jours et d'appliquer un tarif douanier uniforme de 10 % pendant ce temps. La Chine demeure toujours l'une des principales cibles de ces mesures, faisant face à un tarif douanier général d'un taux potentiellement plus important à l'heure où les deux pays poursuivent leurs pourparlers sur leurs relations économiques et commerciales.

Nous estimons que le taux effectif des tarifs douaniers sur les importations américaines a grimpé en flèche, passant d'aux alentours de 2 % à environ 21 %. À l'heure où l'administration de Trump en est à parachever des accords commerciaux qui pourraient permettre de réduire les droits de douane sur les importations, l'incertitude persistante continue de miner la confiance des consommateurs et des entreprises.

Un resserrement des conditions financières, lié à l'effet de la hausse des taux d'intérêt et à la force des devises et jumelé à la diminution de la demande d'importations américaines, pourrait freiner la croissance à l'extérieur des États-Unis. Les retards prolongés dans le cadre des négociations commerciales pourraient faire basculer l'économie mondiale dans une récession d'ici la fin de l'été ou le début de l'automne. Compte tenu de la vigueur du marché de l'emploi et d'une recrudescence possible de l'inflation, il se pourrait également que la Réserve fédérale ait de la difficulté à offrir un soutien monétaire en temps opportun. Autrement, elle pourrait décider de réduire les taux d'intérêt à un moment du cycle économique qui pourrait s'avérer trop tardif.

Malgré les taux d'intérêt actuels et l'incertitude accrue sur le plan économique et politique, la conjoncture dans laquelle s'opèrent les activités de fusions et acquisitions dans nos secteurs cibles demeure résiliente pour l'instant. Les prévisions quant aux activités de financement de sociétés dans ces secteurs demeurent toutefois plus incertaines en raison de l'appétence moindre des investisseurs pour le risque. Néanmoins, les actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation au pays devraient grandement bénéficier des réductions d'impôt promises par les gouvernements des États-Unis et du Canada. De plus, les actions

liées aux produits de base (sauf le pétrole) devraient continuer de tirer parti de la dépréciation du dollar américain. Enfin, la stabilité du dollar canadien, conjuguée à une résolution favorable des négociations commerciales entre les États-Unis et le Canada, devrait améliorer les perspectives quant aux activités transfrontalières de fusions et acquisitions et de financement de sociétés.

Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité

Quatrièmes trimestres et exercices clos les 31 mars 2025 et 2024

	Trimestres clos les							
	31 mars 2025				31 mars 2024			
	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total
Produits des activités ordinaires – ajustés ²	238 906 \$	212 316 \$	8 794 \$	460 016 \$	200 078 \$	202 850 \$	6 350 \$	409 278 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté ²	41 293	1 015	(10 067)	32 241	33 999	3 309	1 765	39 073
Résultat par action après dilution – ajusté ²	0,18 \$	(0,06) \$	— \$	0,12 \$	0,14 \$	0,01 \$	— \$	0,15 \$

1) Les pertes du secteur Non sectoriel et autres sont attribuées aux divisions des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en fonction des produits des activités ordinaires ainsi que d'autres facteurs et hypothèses aux fins de la présentation du résultat par action ordinaire après dilution sur une base ajustée et par division.

2) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

	Exercices clos les							
	31 mars 2025				31 mars 2024			
	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total
Produits des activités ordinaires – ajustés ²	904 780 \$	830 723 \$	32 428 \$	1 767 931 \$	773 371 \$	683 196 \$	23 165 \$	1 479 732 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté ²	148 998	43 771	(43 651)	149 118	140 484	6 018	(13 342)	133 160
Résultat par action après dilution – ajusté ²	0,58 \$	0,03 \$	— \$	0,61 \$	0,57 \$	(0,17) \$	— \$	0,40 \$

1) Les pertes du secteur Non sectoriel et autres sont attribuées aux divisions des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en fonction des produits des activités ordinaires ainsi que d'autres facteurs et hypothèses aux fins de la présentation du résultat par action ordinaire après dilution sur une base ajustée et par division.

2) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 238,9 millions \$ au cours du quatrième trimestre de l'exercice considéré et de 904,8 millions \$ pour l'exercice 2025, soit des hausses respectivement de 19,4 % et 17,0 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce sont la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires dans toutes les régions et l'apport accru de nos activités de financement de sociétés au Canada qui ont essentiellement fait croître les produits des activités ordinaires au cours des périodes de trois mois et de douze mois considérées. Compte non tenu des éléments importants¹, cette division a dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 41,3 millions \$ pour le quatrième trimestre et de 149,0 millions \$ pour l'exercice complet, soit respectivement des hausses de 21,5 % et de 6,1 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

- Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont généré des produits des activités ordinaires de 100,4 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 12,7 millions \$ au T4/25, ce qui représente respectivement des hausses de 29,4 % et de 90,2 %. Pour l'exercice 2025, cette division a généré des produits des activités ordinaires de 374,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, a dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 43,1 millions \$, en hausse respectivement de 25,7 % et de 20,5 % par rapport à l'exercice précédent.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont généré des produits des activités ordinaires de 117,6 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt sur le résultat de 27,6 millions \$ au T4/25, en hausse respectivement de 11,5 % et de 3,6 %. Pour l'exercice 2025, cette division a généré des produits des activités ordinaires de 449,8 millions \$, en hausse de 9,3 % d'un exercice à l'autre, et un résultat net avant impôt sur le résultat, après imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, de 101,0 millions \$, ce qui est largement en phase avec celui de l'exercice précédent, la rentabilité ayant été influencée par les mesures incitatives liées au recrutement et d'autres frais de développement engagés pour soutenir la croissance de ce secteur.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 20,9 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, ont affiché un résultat net avant impôt sur le résultat de 1,0 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2025, ce qui représente des hausses de respectivement 22,5 % et 44,6 %. Pour l'exercice 2025, cette division a généré des produits des activités ordinaires de 80,3 millions \$, soit une hausse de 25,7 %, et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, a dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 4,9 millions \$, en hausse de 52,8 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Les actifs pour le compte des clients à l'échelle de la Société se chiffraient à 120,4 milliards \$ au 31 mars 2025, ce qui représente une augmentation de 16,5 milliards \$, ou 15,9 %, par rapport à 103,9 milliards \$² au 31 mars 2024. Les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation au 31 mars 2025 s'établissaient comme suit :

- 42,7 milliards \$ en Amérique du Nord, en hausse de 4,3 milliards \$, ou 11,2 %, par rapport à ceux au 31 mars 2024²;
- 69,2 milliards \$ (37,2 milliards £) au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, soit une augmentation de 10,2 milliards \$ ou 17,2 %, par rapport à 59,1 milliards \$ (34,6 milliards £) à la fin du quatrième trimestre de l'exercice précédent²;
- 8,4 milliards \$ en Australie, détenus dans la plateforme de gestion des placements de la Société, en hausse de 2,0 milliards \$, ou 31,3 %, par rapport à ceux au 31 mars 2024².

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 212,3 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice considéré et de 830,7 millions \$ à l'exercice 2025, soit des hausses respectivement de 4,7 % et 21,6 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse observée au quatrième trimestre reflète principalement l'augmentation des produits tirés des services de consultation dans nos secteurs cibles comparativement au T4/24. Par rapport à l'exercice précédent, la hausse des produits des activités ordinaires observée pour cette division à l'exercice 2025 était essentiellement attribuable à l'intensification des activités de consultation et de financement de sociétés dans nos principaux secteurs cibles du marché intermédiaire. Compte non tenu des éléments importants¹, cette division a dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 1,0 million \$¹ pour le quatrième trimestre et de 43,8 millions \$¹ pour l'exercice complet, en regard respectivement de 3,3 millions \$ et de 6,0 millions \$ aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a agi comme chef de file ou cochef de file dans le cadre de 64 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles ont permis de mobiliser un produit total de 6,8 milliards \$ CA au quatrième trimestre de l'exercice 2025.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé, y compris à titre de chef de file et de cochef de file, à 355 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles ont permis de mobiliser un produit total de 36,7 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2025.

Produits des activités ordinaires par secteur d'activité en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Commissions et honoraires	19,8 %	21,3 %	(1,5) p. p.	18,3 %	23,6 %	(5,3) p. p.
Financement de sociétés	19,0 %	24,3 %	(5,3) p. p.	25,9 %	21,9 %	4,0 p. p.
Honoraires de consultation	42,3 %	34,0 %	8,3 p. p.	36,7 %	33,6 %	3,1 p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	14,8 %	15,7 %	(0,9) p. p.	14,3 %	15,4 %	(1,1) p. p.
Intérêts	3,1 %	4,0 %	(0,9) p. p.	3,6 %	4,7 %	(1,1) p. p.
Divers	1,0 %	0,7 %	0,3 p. p.	1,2 %	0,8 %	0,4 p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Résultats par secteur d'activité » qui commence à la page 30.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ

- Le 8 avril 2024, la Société a conclu, par l'intermédiaire de CGWM UK, l'acquisition d'Intelligent Capital Limited, une société de planification financière établie à Glasgow, en Écosse.
- Le 1^{er} octobre 2024, la Société a annoncé avoir conclu, par l'intermédiaire de CGWM UK, l'acquisition de Cantab Asset Management Limited, une société de planification financière à charte indépendante établie à Cambridge, au Royaume-Uni.
- Le 7 novembre 2024, la Société a conclu, par l'intermédiaire de sa division de Marchés des capitaux aux États-Unis, Canaccord Genuity LLC, une entente de collaboration commerciale (l'« entente ») avec Carbon Reduction Capital LLC (« CRC-IB »), un important fournisseur de services en financement de sociétés et de services de consultation pour l'ensemble du secteur de la transition énergétique. CRC-IB offre des services en fusions et acquisitions, en financement de projets et en mobilisation de capitaux et se spécialise dans les secteurs de l'énergie éolienne et de l'énergie solaire, ainsi que du stockage et du captage du carbone. L'entente vise à renforcer et à étendre les activités de base en fusions et acquisitions, en marchés des capitaux et en consultation stratégique des deux organisations dans le contexte de la progression rapide de la transition énergétique à l'échelle mondiale, ainsi qu'à améliorer les capacités de Canaccord Genuity en matière de services de consultation pour le marché intermédiaire, celles-ci ayant connu une croissance importante depuis 2019. En lien avec l'entente, la Société a également consenti un prêt à CRC HoldingCo, LLC et a conclu une entente qui lui permettra d'acquérir CRC-IB à tout moment jusqu'au 31 décembre 2025, sous réserve de certaines conditions.
- Le 4 février 2025, le conseil d'administration a annoncé la nomination officielle de Nadine Ahn au poste de cheffe des finances à l'échelle mondiale à compter du 5 février 2025.
- Le 24 février 2025, la Société a conclu, par l'intermédiaire de CGWM UK, l'acquisition de Brooks Macdonald Asset Management (International) Ltd. (« BMI »), auparavant une filiale en propriété exclusive de Brooks Macdonald Group (renommée « Canaccord Asset Management (International) Ltd. »). BMI offre des services en gestion de placements, en planification financière et gestion de fonds à partir de ses bureaux à Jersey, à Guernesey et à l'île de Man.
- Le 1^{er} avril 2025, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive en vue de vendre à Cantor ses activités de tenue de marché de gros aux États-Unis, ce qui vient renforcer davantage l'accent mis sur son éventail de services de base en consultation et en financement des sociétés sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale. La conclusion de la vente est assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait avoir lieu au cours du premier semestre de l'exercice 2026 de la Société.
- Avant la clôture du premier trimestre de l'exercice 2026, des filiales de la Société (« Groupe CG ») prévoient prêter à certains membres de la haute direction, cadres supérieurs et cadres générateurs de revenus (les « participants ») un montant en capital total d'au plus 27 millions \$ aux termes de nouveaux prêts-achats (« prêts-achats de 2026 ») pour la souscription de parts de société en commandite (« parts de SEC ») de CG Partners Limited Partnership, le régime d'actionnariat des employés par l'intermédiaire d'une société en commandite (la « société en commandite » ou « SEC »). À cet égard, avant la clôture du premier trimestre de l'exercice 2026, la Société prévoit consentir à la société en commandite un prêt à court terme garanti portant intérêt d'un montant jusqu'à concurrence du montant en capital total des prêts-achats de 2026 et des contributions connexes des participants à la société en commandite (« nouveau prêt à la société en commandite »). La société en commandite sera tenue de rembourser le nouveau prêt à la société en commandite à même le produit en espèces tiré de la souscription des parts de SEC par les participants. Se reporter à la rubrique « Aperçu financier » ci-après.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2025^{1, 2, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 31 mars			T4/25 par rapport au T4/24	Exercices clos les 31 mars			Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2025	2024	2023		2025	2024	2023	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	236 774 \$	201 229 \$	196 774 \$	17,7 %	872 330 \$	755 193 \$	749 114 \$	15,5 %
Financement de sociétés	48 244	55 786	50 962	(13,5) %	248 044	174 694	160 944	42,0 %
Honoraires de consultation	90 025	69 005	104 649	30,5 %	305 511	230 530	364 554	32,5 %
Négociation à titre de contrepartiste	32 410	31 962	26 921	1,4 %	119 851	105 158	117 238	14,0 %
Intérêts	48 302	49 322	45 949	(2,1) %	205 581	197 809	115 245	3,9 %
Divers	5 472	1 744	5 134	213,8 %	17 745	15 421	3 302	15,1 %
Total des produits des activités ordinaires	461 227	409 048	430 389	12,8 %	1 769 062	1 478 805	1 510 397	19,6 %
Charges								
Charge de rémunération	278 327	249 966	276 066	11,3 %	1 037 931	858 652	936 872	20,9 %
Autres charges indirectes ³	169 255	131 695	151 535	28,5 %	657 029	536 767	500 578	22,4 %
Frais connexes aux acquisitions	1 567	—	—	n. p.	2 271	—	7 403	n. p.
Frais de restructuration	1 163	—	—	n. p.	5 103	18 147	—	(71,9) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	6 000	—	11 629	n. p.	21 000	13 250	11 629	58,5 %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	939	(9 151)	(14 278)	110,3 %	939	(27 325)	(14 278)	103,4 %
Ajustement de la juste valeur des débiteurs convertibles – composante passif dérivé	(14 307)	4 421	—	n. p.	(8 724)	4 421	—	(297,3) %
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	—	17 756	—	(100,0) %	—	17 756	102 571	(100,0) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	10	—	—	70	55	(100,0) %
Total des charges	442 944	394 687	424 962	12,2 %	1 715 549	1 421 738	1 544 830	20,7 %
Résultat avant impôt sur le résultat	18 283	14 361	5 427	27,3 %	53 513	57 067	(34 433)	(6,2) %
Résultat net	10 867 \$	7 912 \$	3 763 \$	37,3 %	25 151 \$	29 782 \$	(54 742) \$	(15,5) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	1 696 \$	(3 696) \$	(4 326) \$	145,9 %	(17 499) \$	(13 163) \$	(90 104) \$	(32,9) %
Participations ne donnant pas le contrôle	9 171 \$	11 608 \$	8 089 \$	(21,0) %	42 650 \$	42 945 \$	35 362 \$	(0,7) %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	2 852 \$	—	11 408 \$	11 408 \$	10 948 \$	—
Perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires	(1 156) \$	(6 548) \$	(7 178) \$	82,3 %	(28 907) \$	(24 571) \$	(101 052) \$	(17,6) %
Perte par action ordinaire après dilution ⁶	(0,01) \$	(0,07) \$	(0,08) \$	85,7 %	(0,30) \$	(0,27) \$	(1,16) \$	(11,1) %
Dividendes par action ordinaire	0,085 \$	0,085 \$	0,085 \$	—	0,34 \$	0,34 \$	0,34 \$	—
Total de l'actif	6 720 547 \$	6 132 465 \$	6 302 400 \$	9,6 %				
Total du passif	5 356 832 \$	4 772 354 \$	4 903 763 \$	12,2 %				
Participations ne donnant pas le contrôle	403 923 \$	364 466 \$	343 998 \$	10,8 %				
Total des capitaux propres	959 792 \$	995 645 \$	1 054 639 \$	(3,6) %				
Nombre d'employés	2 925	2 798	2 829	4,5 %				
Compte non tenu des éléments importants⁴								
Total des produits des activités ordinaires	460 016 \$	409 278 \$	430 389 \$	12,4 %	1 767 931 \$	1 479 732 \$	1 523 348 \$	19,5 %
Total des charges	427 775 \$	370 205 \$	414 055 \$	15,6 %	1 618 813 \$	1 346 572 \$	1 397 476 \$	20,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat	32 241 \$	39 073 \$	16 334 \$	(17,5) %	149 118 \$	133 160 \$	125 872 \$	12,0 %
Résultat net ⁴	22 481 \$	30 779 \$	17 428 \$	(27,0) %	108 981 \$	94 233 \$	100 986 \$	15,7 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	14 744 \$	20 249 \$	9 645 \$	(27,2) %	73 528 \$	56 830 \$	71 260 \$	29,4 %
Participations ne donnant pas le contrôle	7 737 \$	10 530 \$	7 783 \$	(26,5) %	35 453 \$	37 403 \$	29 726 \$	(5,2) %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	2 852 \$	—	11 408 \$	11 408 \$	10 948 \$	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté	11 892 \$	17 397 \$	6 793 \$	(31,6) %	62 120 \$	45 422 \$	60 312 \$	36,8 %
Résultat par action ordinaire après dilution ^{4, 6}	0,12 \$	0,15 \$	0,07 \$	(20,0) %	0,61 \$	0,40 \$	0,59 \$	52,5 %

- Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025 (31,8 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle dans les actions ordinaires, les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles de CGWM UK, la participation ne donnant pas le contrôle représente une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 % (33,1 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024).
- Désignent les frais de négociation, de règlement et liés aux technologies, les frais liés aux locaux et au matériel, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.
- Le résultat net et le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.
- Les données comprennent les résultats d'exploitation de Results International Group LLP (« Results ») depuis le 17 août 2022, les résultats d'exploitation de Punter Southall Wealth Limited (« PSW ») depuis le 31 mai 2022, les résultats d'exploitation d'Intelligent Capital Holdings Limited (« ICL ») depuis le 8 avril 2024, les résultats d'exploitation de Cantab Asset Management (« Cantab ») depuis le 1^{er} octobre 2024 et les résultats d'exploitation de Canaccord Asset Management (International) Ltd. (auparavant « Brooks Macdonald Asset Management (International) Ltd. » ou « BMI ») depuis le 24 février 2025.
- Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est antidilutif aux fins du calcul selon les IFRS et aux fins du calcul sur une base ajustée compte non tenu des éléments importants¹. Par conséquent, le RPA après dilution et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les IFRS et sur une base ajustée compte non tenu des éléments importants¹ sont calculés en fonction du résultat net moins les dividendes versés et courus sur les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises par CGWM UK pour établir le résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI.

n. p. : non pertinent

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹ DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2025 ET DE L'EXERCICE 2025

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Produits des activités ordinaires						
Produits des activités ordinaires selon les IFRS	461 227 \$	409 048 \$	12,8 %	1 769 062 \$	1 478 805 \$	19,6 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	(1 211) \$	230 \$	n. p.	(1 131) \$	927 \$	(222,0) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants ¹	460 016 \$	409 278 \$	12,4 %	1 767 931 \$	1 479 732 \$	19,5 %
Charges						
Charges selon les IFRS	442 944 \$	394 687 \$	12,2 %	1 715 549 \$	1 421 738 \$	20,7 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	105 \$	218 \$	(51,8) %	585 \$	1 163 \$	(49,7) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	528 \$	200 \$	164,0 %	1 748 \$	1 667 \$	4,9 %
Frais de restructuration	1 163 \$	—	n. p.	5 103 \$	12 673 \$	(59,7) %
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—	1 975 \$	(100,0) %	5 894 \$	1 975 \$	198,4 %
Provision	1 750 \$	—	n. p.	19 478 \$	—	n. p.
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	17 756 \$	(100,0) %	—	17 756 \$	(100,0) %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(73) \$	(9 151) \$	99,2 %	(73) \$	(27 325) \$	99,7 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	7 249 \$	5 754 \$	26,0 %	25 478 \$	22 827 \$	11,6 %
Convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK	5 000 \$	—	n. p.	11 478 \$	—	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	1 567 \$	—	n. p.	2 271 \$	—	n. p.
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	1 175 \$	948 \$	23,9 %	4 485 \$	3 886 \$	15,4 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	810 \$	(100,0) %
Ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	1 012 \$	—	n. p.	1 012 \$	—	n. p.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—	2 361 \$	(100,0) %	3 001 \$	2 361 \$	27,1 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	4 664 \$	(100,0) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	6 000 \$	—	n. p.	21 000 \$	13 250 \$	58,5 %
Provision liée à une question fiscale	4 000 \$	—	n. p.	4 000 \$	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des débiteurs convertibles – composante passif dérivé	(14 307) \$	4 421 \$	n. p.	(8 724) \$	4 421 \$	(297,3) %
Frais de développement	—	—	—	—	15 038 \$	(100,0) %
Total des éléments importants ¹	15 169 \$	24 482 \$	(38,0) %	96 736 \$	75 166 \$	28,7 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants ¹	427 775 \$	370 205 \$	15,6 %	1 618 813 \$	1 346 572 \$	20,2 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté ¹	32 241 \$	39 073 \$	(17,5) %	149 118 \$	133 160 \$	12,0 %
Impôt sur le résultat – ajusté ¹	9 760 \$	8 294 \$	17,7 %	40 137 \$	38 927 \$	3,1 %
Résultat net – ajusté ¹	22 481 \$	30 779 \$	(27,0) %	108 981 \$	94 233 \$	15,7 %
<i>Éléments importants ayant une incidence sur le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires¹</i>						
Participations ne donnant pas le contrôle – IFRS	9 171 \$	11 608 \$	(21,0) %	42 650 \$	42 945 \$	(0,7) %
Amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et autre ajustement	1 434 \$	1 078 \$	33,0 %	7 197 \$	5 542 \$	29,9 %
Participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) ¹	7 737 \$	10 530 \$	(26,5) %	35 453 \$	37 403 \$	(5,2) %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	—	11 408 \$	11 408 \$	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants ¹	11 892 \$	17 397 \$	(31,6) %	62 120 \$	45 422 \$	36,8 %
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	0,12 \$	0,20 \$	(40,0) %	0,65 \$	0,53 \$	22,6 %
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹	0,12 \$	0,15 \$	(20,0) %	0,61 \$	0,40 \$	52,5 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
n. p. : non pertinent

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges des établissements à l'étranger de la Société sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période considérée. Par conséquent, la fluctuation des taux de change s'est répercutée sur certains postes de produits des activités ordinaires et de charges présentés en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes. Ces répercussions doivent être prises en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux des divisions Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Goodwill

À partir des estimations préliminaires de la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires, à la performance opérationnelle, aux taux de croissance et aux autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill affecté à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne et en Australie ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis et à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni n'avait pas subi de perte de valeur. Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2025 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, les montants recouvrables estimatifs d'une partie ou de l'ensemble des unités d'exploitation applicables pourraient devenir inférieurs à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. De telles charges pourraient influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et sur d'autres facteurs connexes. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

Même si la Société a déterminé que le goodwill n'avait pas subi de perte de valeur, un test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation pour les UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis et Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir sur les montants recouvrables des UGT des diminutions raisonnablement possibles des produits des activités ordinaires estimatifs pour la période de douze mois close le 31 mars 2026, des baisses raisonnablement possibles des taux de croissance après cette période ainsi que des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Des précisions sur ce test de sensibilité sont fournies à la note 15 des états financiers consolidés au 31 mars 2025.

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2025 ET EXERCICE 2025 COMPARATIVEMENT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2024 ET À L'EXERCICE 2024

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités principales : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Commissions et honoraires	236 774 \$	201 229 \$	17,7 %	872 330 \$	755 193 \$	15,5 %
Financement de sociétés	48 244	55 786	(13,5) %	248 044	174 694	42,0 %
Honoraires de consultation	90 025	69 005	30,5 %	305 511	230 530	32,5 %
Négociation à titre de contrepartiste	32 410	31 962	1,4 %	119 851	105 158	14,0 %
Intérêts	48 302	49 322	(2,1) %	205 581	197 809	3,9 %
Divers	5 472	1 744	213,8 %	17 745	15 421	15,1 %
Groupe Canaccord Genuity Inc. (total)	461 227 \$	409 048 \$	12,8 %	1 769 062 \$	1 478 805 \$	19,6 %

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN POURCENTAGE DU TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Commissions et honoraires	51,3 %	49,2 %	2,1 p. p.	49,3 %	51,1 %	(1,8) p. p.
Financement de sociétés	10,5 %	13,6 %	(3,1) p. p.	14,0 %	11,8 %	2,2 p. p.
Honoraires de consultation	19,5 %	16,9 %	2,6 p. p.	17,3 %	15,6 %	1,7 p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	7,0 %	7,8 %	(0,8) p. p.	6,8 %	7,1 %	(0,3) p. p.
Intérêts	10,5 %	12,1 %	(1,6) p. p.	11,6 %	13,4 %	(1,8) p. p.
Divers	1,2 %	0,4 %	0,8 p. p.	1,0 %	1,0 %	(0,0) p. p.
Total	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

À l'échelle de la Société, les produits des activités ordinaires se sont établis à 461,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en hausse de 52,2 millions \$, ou 12,8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. À l'échelle de la Société, les produits des activités ordinaires générés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025 se sont chiffrés à 1,8 milliard \$, en hausse de 19,6 %, ou 290,3 millions \$ d'un exercice à l'autre.

L'augmentation des produits des activités ordinaires au quatrième trimestre était en grande partie attribuable à une hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et des produits tirés des honoraires de consultation. Pour l'exercice considéré, les produits des activités ordinaires générés par l'ensemble des activités de base se sont accrus par rapport à ceux de l'exercice 2024.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation liées à la gestion de placement des particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Pour les périodes de trois mois et de douze mois closes le 31 mars 2025, les produits tirés des commissions et des honoraires se sont élevés à 236,8 millions \$ et à 872,3 millions \$, soit respectivement des hausses de 17,7 % et de 15,5 %, ce qui reflète essentiellement l'apport plus élevé des activités de gestion de patrimoine à l'échelle mondiale de la Société.

À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 48,2 millions \$ du T4/25, en baisse de 7,5 millions \$, ou 13,5 %, d'un exercice à l'autre, ce qui reflète le recul des produits tirés des transactions de financement de sociétés dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux de la Société au Canada et en Australie, neutralisé en partie par l'apport accru des États-Unis, et du Royaume-Uni et de l'Europe. À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de financement de sociétés pour l'exercice clos le 31 mars 2025 se sont établis à 248,0 millions \$, en hausse de 73,4 millions \$, ou 42,0 %, d'un exercice à l'autre en raison de l'apport accru de toutes les régions où nous menons nos activités.

À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de consultation se sont élevés à 90,0 millions \$ au T4/25, soit une hausse de 21,0 millions \$, ou 30,5 %, en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, fait attribuable à l'apport accru des États-Unis, et du Royaume-Uni et de l'Europe. À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de consultation pour l'exercice clos le 31 mars 2025 ont atteint 305,5 millions \$, en hausse de 75,0 millions \$, ou 32,5 % d'un exercice à l'autre, en raison surtout de l'apport accru des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont totalisé 32,4 millions \$ au T4/25, soit une hausse de 1,4 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les produits tirés des activités de négociation à l'échelle de la Société se sont élevés à 119,9 millions \$, en hausse de 14,7 millions \$, ou 14,0 %, en raison de l'apport accru des activités de la Société aux États-Unis.

À l'échelle de la Société, les produits d'intérêts se sont établis à 48,3 millions \$ au T4/25, en baisse de 2,1 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. À l'échelle de la Société, les produits d'intérêts se sont chiffrés à 205,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2025, en hausse de 7,8 millions \$, ou 3,9 %, ce qui découle en grande partie de l'apport des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et au Canada.

Les produits divers ont atteint 5,5 millions \$ pour le T4/25, soit une hausse de 3,7 millions \$, ou 213,8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2025, les produits divers ont totalisé 17,7 millions \$, en hausse de 2,3 millions \$, ou 15,1 %, en lien principalement avec l'incidence de l'ajustement de la juste valeur à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles, ce qui a donné lieu à une hausse de 2,0 millions \$ des produits divers comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres par rapport à l'exercice précédent.

CHARGES

À l'échelle de la Société, les charges se sont chiffrées à 442,9 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en hausse de 48,3 millions \$, ou 12,2 %, par rapport à celles du T4/24. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹, en

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

pourcentage des produits des activités ordinaires, s'est établi à 93,0 % pour le trimestre, en hausse de 2,5 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui découle surtout de l'accroissement des frais d'administration, des frais de développement et de la charge d'intérêts.

À l'échelle de la Société, le total des charges s'est élevé à 1,7 milliard \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2025, en hausse de 20,7 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹, en pourcentage des produits des activités ordinaires, s'est établi à 91,6 %, ce qui représente une légère augmentation de 0,6 point de pourcentage d'un exercice à l'autre.

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Charge de rémunération	278 327 \$	249 966 \$	11,3 %	1 037 931 \$	858 652 \$	20,9 %
Autres charges indirectes ¹	169 255	131 695	28,5 %	657 029	536 767	22,4 %
Frais connexes aux acquisitions	1 567	—	n. p.	2 271	—	n. p.
Frais de restructuration	1 163	—	n. p.	5 103	18 147	(71,9) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	6 000	—	n. p.	21 000	13 250	58,5 %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	939	(9 151)	110,3 %	939	(27 325)	103,4 %
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	(14 307)	4 421	n. p.	(8 724)	4 421	(297,3) %
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	—	17 756	(100,0) %	—	17 756	(100,0) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	—	—	70	(100,0) %
Total	442 944 \$	394 687 \$	12,2 %	1 715 549 \$	1 421 738 \$	20,7 %

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

n. p. : non pertinent

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Charge de rémunération	60,3 %	61,1 %	(0,8) p. p.	58,7 %	58,1 %	0,6 p. p.
Autres charges indirectes ¹	36,7 %	32,2 %	4,5 p. p.	37,1 %	36,2 %	0,9 p. p.
Frais connexes aux acquisitions	0,3 %	—	0,3 p. p.	0,1 %	—	0,1 p. p.
Frais de restructuration	0,3 %	—	0,3 p. p.	0,3 %	1,2 %	(0,9) p. p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	1,3 %	—	1,3 p. p.	1,2 %	0,9 %	0,3 p. p.
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	0,2 %	(2,2) %	2,4 p. p.	0,1 %	(1,8) %	1,9 p. p.
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	(3,1) %	1,1 %	(4,2) p. p.	(0,5) %	0,3 %	(0,8) p. p.
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	—	4,3 %	(4,3) p. p.	—	1,2 %	(1,2) p. p.
Total	96,0 %	96,5 %	(0,5) p. p.	97,0 %	96,1 %	0,9 p. p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p. p. : points de pourcentage

CHARGE DE RÉMUNÉRATION

À l'échelle de la Société, la charge de rémunération s'est établie à 278,3 millions \$ au T4/25, en hausse de 28,4 millions \$, ou 11,3 %, par rapport à celle du T4/24. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

établie à 60,3 % au quatrième trimestre de l'exercice 2025, ce qui représente une légère baisse de 0,8 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

À l'échelle de la Société, la charge de rémunération pour l'exercice 2025 s'est fixée à 1,0 milliard \$, en hausse de 179,3 millions \$, ou 20,9 %, par rapport à celle de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2025, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 58,7 %, soit une légère augmentation de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Négociation, règlement et technologies	45 454 \$	44 671 \$	1,8 %	183 684 \$	175 144 \$	4,9 %
Locaux et matériel	16 672	18 429	(9,5) %	71 640	60 989	17,5 %
Intérêts	27 126	20 505	32,3 %	115 476	83 632	38,1 %
Frais d'administration	51 277	28 983	76,9 %	183 655	128 472	43,0 %
Amortissement	11 876	8 873	33,8 %	43 575	38 766	12,4 %
Frais de développement	16 850	10 234	64,6 %	58 999	49 764	18,6 %
Total des autres charges indirectes	169 255 \$	131 695 \$	28,5 %	657 029 \$	536 767 \$	22,4 %

1) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Autres charges indirectes – quatrième trimestre de l'exercice 2025

Le total des autres charges indirectes a été de 169,3 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice, en hausse de 28,5 % par rapport à celui du T4/24, ce qui reflète surtout l'augmentation des frais d'administration et des frais de développement, en partie contrebalancée par la baisse des frais liés aux locaux et au matériel. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes se sont établies à 36,7 % au T4/25, en regard de 32,2 % au T4/24, soit une augmentation de 4,5 points de pourcentage.

Les frais d'administration se sont accrus de 22,3 millions \$, ou 76,9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des provisions et des frais juridiques dans le cadre de nos activités aux États-Unis en lien avec les questions d'ordre réglementaire en cours susmentionnées (se reporter à la rubrique « Provisions, procédures de litige et passif éventuel ») ainsi que par une provision plus importante dans le secteur Non sectoriel et autres attribuable à une question fiscale visant des exercices antérieurs. En outre, la hausse des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement a donné lieu à une augmentation de 2,3 millions \$, ou 59,7 %, des frais d'administration dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne a conclu les acquisitions de BMI, de Cantab et d'ICL au cours de l'exercice considéré et, par conséquent, a engagé des frais d'administration supplémentaires à l'appui de l'élargissement de ces activités.

Depuis le T1/25, les frais liés aux locaux et au matériel figurant dans le tableau précédent et mentionnés ailleurs dans le présent rapport de gestion comprennent la charge d'intérêts sur les obligations locatives ainsi que l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation. Ces charges des périodes précédentes ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré. Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 1,8 million \$, ou 9,5 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, étant donné qu'au T4/24, ils avaient augmenté compte tenu des charges supplémentaires engagées en lien avec les nouveaux bureaux de Vancouver et de New York qui étaient encore en construction à ce moment.

Au quatrième trimestre, la charge d'intérêts, compte non tenu des intérêts sur les obligations locatives susmentionnés a augmenté de 6,6 millions \$, ou 32,3 %, par rapport à celle du T4/24, ce qui découle en partie de la charge d'intérêts sur les débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débentures convertibles ») qui ont été émises en mars 2024. En outre, la charge d'intérêts liée à nos activités de gestion de patrimoine au Canada a également augmenté de 2,0 millions \$, ou 79,1 % en regard de celle du trimestre clos le 31 mars 2024, du fait de l'accroissement des paiements d'intérêt versés aux clients en lien avec certains soldes de trésorerie.

L'amortissement a augmenté de 3,0 millions \$, ou 33,8 %, au T4/25, compte tenu de la hausse de l'amortissement des aménagements des locaux loués en lien avec le déménagement des bureaux de New York et de Vancouver. De plus, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a augmenté en raison de la conclusion des acquisitions d'ICL, de Cantab et de BMI au cours de l'exercice 2025.

Autres charges indirectes – exercice 2025

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les autres charges indirectes ont augmenté de 120,3 millions \$, ou 22,4 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, pour s'établir à 657,0 millions \$. Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 0,8 point de pourcentage comparativement à celles de l'exercice 2024.

L'augmentation s'explique surtout par la hausse des frais d'administration qui se sont accrus de 55,2 millions \$, ou 43,0 %, d'un exercice à l'autre, compte tenu des raisons précitées, et par la hausse de la charge d'intérêts, qui s'est accrue de 31,8 millions \$, ou 38,1 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, reflet de l'augmentation de la charge d'intérêts attribuable aux clients en lien avec nos activités de gestion de patrimoine au Canada, qui a été neutralisée en partie par une hausse correspondante des produits d'intérêts. La charge d'intérêts sur les débetures convertibles émises au quatrième trimestre de l'exercice 2024 a également contribué à l'augmentation de la charge d'intérêts pour l'exercice 2025.

À compter du T3/25, les frais de négociation, de règlement et liés aux technologies figurant dans le tableau précédent et mentionnés ailleurs dans le présent rapport de gestion comprennent les frais de négociation et les frais liés aux communications et aux technologies. Ces charges des périodes de présentation de l'information financière précédentes ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré. L'augmentation de 8,5 millions \$, ou 4,9 %, d'un exercice à l'autre est attribuable aux frais de négociation plus élevés engagés par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, en phase avec l'accroissement des activités de négociation et des produits tirés de celles-ci.

Autre charges

Des charges de 2,3 millions \$ liées aux acquisitions ont été comptabilisées dans CGWM UK en lien avec la conclusion des acquisitions survenue au cours de l'exercice.

La Société a comptabilisé des ajustements de la juste valeur de 14,3 millions \$ et 8,7 millions \$ afin de réduire la composante passif dérivé liée aux débetures convertibles pour respectivement le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025.

En outre, au cours du quatrième trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2025, la Société a comptabilisé des ajustements de la juste valeur de respectivement 6,0 millions \$ et 21,0 millions \$ liés à une augmentation de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. De plus, un ajustement de 0,9 million \$ a été comptabilisé au quatrième trimestre de l'exercice 2025 pour refléter la variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle dans le cadre d'acquisitions précédentes.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 31 mars 2025 a été de 7,4 millions \$ au titre d'un résultat net avant impôt sur le résultat de 18,3 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 40,6 %. Au quatrième trimestre de l'exercice précédent, la charge d'impôt sur le résultat avait été de 6,4 millions \$ au titre d'un résultat net avant impôt sur le résultat de 14,4 millions \$, ce qui représentait un taux d'impôt effectif de 44,9 %. Pour l'exercice considéré, le taux d'impôt effectif a été lourdement touché par certaines charges qui ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt, dont des ajustements de la juste valeur des passifs dérivés, un ajustement de la juste valeur en lien avec la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants et une provision liée à une question fiscale en cours comptabilisée au titre de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, la charge d'impôt sur le résultat a été de 28,4 millions \$ au titre d'un résultat net avant impôt sur le résultat de 53,5 millions \$, en regard d'une charge d'impôt sur le résultat de 27,3 millions \$ au titre d'un résultat net avant impôt sur le résultat de 57,1 millions \$ pour l'exercice 2024. Pour l'exercice 2025, le taux d'impôt effectif s'est fixé à 53,0 % en regard de 47,8 % à l'exercice 2024, en raison surtout de l'incidence négative de certaines provisions et charges non déductibles comme il a été mentionné précédemment. De plus, les lois Pilier 2, qui assujettissent à un impôt minimum mondial de 15 % les entreprises multinationales dont les produits dépassent certains seuils, ont été adoptées ou quasi adoptées dans certains territoires où la Société exerce ses activités par l'intermédiaire de ses filiales. Par conséquent, la Société a comptabilisé un impôt sur le résultat supplémentaire de 3,6 millions \$ en lien avec l'incidence des lois Pilier 2 pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

RÉSULTAT NET

Selon les IFRS, le résultat net s'est fixé à 10,9 millions \$ au T4/25, en hausse de 37,3 % comparativement à 7,9 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 1,2 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025 par rapport à une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de 6,5 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La perte par action ordinaire après dilution a été de 0,01 \$ au T4/25, par rapport à une perte par action ordinaire après dilution de 0,07 \$ au T4/24.

Compte non tenu des éléments importants¹ et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net a été de 22,5 millions \$ pour le T4/25, comparativement à 30,8 millions \$ au T4/24, soit une baisse de 27,0 %. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ a été de 11,9 millions \$, en baisse de 31,6 % comparativement à 17,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹ a été de 0,12 \$ au T4/25, par rapport à 0,15 \$ au T4/24.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le résultat net selon les IFRS a été de 25,2 millions \$, en baisse de 15,5 % par rapport à un résultat net de 29,8 millions \$ à l'exercice 2024. La perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 28,9 millions \$ pour l'exercice 2025, par rapport à une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de 24,6 millions \$ pour l'exercice 2024. La perte par action ordinaire après dilution a été de 0,30 \$ pour l'exercice 2025, comparativement à une perte par action ordinaire après dilution de 0,27 \$ pour l'exercice précédent.

Compte non tenu des éléments importants¹ et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net a été de 109,0 millions \$ pour l'exercice 2025, en hausse de 15,7 % comparativement à 94,2 millions \$ pour l'exercice 2024. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ a progressé de 36,8 % d'un exercice à l'autre et s'est établi à 62,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2025. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,61 \$ pour l'exercice 2025, en hausse de 52,5 % comparativement à 0,40 \$ pour l'exercice 2024.

Résultats par secteur d'activité – quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars 2025 par rapport au quatrième trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2024^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Exercices clos les 31 mars							
	2025				2024			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	182 966 \$	366 769 \$	33 559 \$	583 294 \$	166 649 \$	291 489 \$	22 238 \$	480 376 \$
Royaume-Uni et Europe	121 561	449 768	—	571 329	85 426	411 474	—	496 900
États-Unis	426 875	7 986	—	434 861	342 772	6 547	—	349 319
Australie	99 321	80 257	—	179 578	88 349	63 861	—	152 210
Total des produits des activités ordinaires	830 723	904 780	33 559	1 769 062	683 196	773 371	22 238	1 478 805
Charges	799 837	771 432	144 280	1 715 549	666 874	636 661	118 203	1 421 738
Imputations intersectorielles	19 850	29 074	(48 924)	—	18 213	23 749	(41 962)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	11 036 \$	104 274 \$	(61 797) \$	53 513 \$	(1 891) \$	112 961 \$	(54 003) \$	57 067 \$
Compte non tenu des éléments importants ³								
Produits des activités ordinaires	830 723	904 780	32 428	1 767 931	683 196	773 371	23 165	1 479 732
Charges	767 102	726 708	125 003	1 618 813	658 965	609 138	78 469	1 346 572
Imputations intersectorielles	19 850	29 074	(48 924)	—	18 213	23 749	(41 962)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	43 771	148 998	(43 651)	149 118	6 018	140 484	(13 342)	133 160
Nombre d'employés	797	1 674	454	2 925	819	1 531	448	2 798

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 26 des états financiers consolidés à la page 120.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2025 (31,8 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2025 et de l'exercice 2025 » à la page 24.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

La direction considère que les secteurs d'activité régionaux de la division Marchés des capitaux, dont ceux du Canada, des États-Unis, de l'Australie et du Royaume-Uni et de l'Europe, forment une seule unité d'exploitation et, par conséquent, les analyses sur Marchés des capitaux Canaccord Genuity ci-après et dans le présent rapport de gestion en tiennent compte sur une base consolidée.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit un éventail complet de services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste. La Société compte des bureaux et des employés dans 20 établissements au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie et en Asie.

Notre division des marchés des capitaux compte presque 800 employés qui sont divisés en groupes selon les produits, les secteurs d'activité et les régions géographiques qu'ils couvrent, ainsi qu'en groupes offrant du soutien. Nos groupes sectoriels sont axés sur les principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale. Nos principaux secteurs cibles sont les suivants : technologies, métaux et mines, produits de consommation et de détail, soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis) et développement durable. Les autres secteurs couverts comprennent ceux des produits diversifiés, du transport et des produits industriels, de l'énergie et des produits structurés. Nos capacités englobent les placements privés, la prise ferme de titres de participation et de titres de créance, les premiers appels publics à l'épargne, les placements complémentaires, les placements au cours du marché, les financements par emprunts et la restructuration de dettes, les services de consultation (notamment pour les fusions, les acquisitions, ainsi que les opérations sur capital privé et à titre de promoteur financier), la négociation à titre de contrepartiste, les opérations sur bloc, la recherche et la tenue de marché.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Une approche rigoureuse axée sur le marché intermédiaire et des initiatives d'harmonisation mondiales ont renforcé la position de Marchés des capitaux Canaccord Genuity à titre de banque d'investissement indépendante d'envergure mondiale spécialisée dans des secteurs et des régions cibles. La Société est d'avis que la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et la priorité qu'elle accorde judicieusement aux principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale procurent un avantage concurrentiel. Marchés des capitaux Canaccord Genuity se consacre à fournir des capacités d'exécution et des connaissances spécialisées au sein de ses secteurs cibles dans diverses régions géographiques et s'emploie à fournir des services différenciés par rapport à ceux d'autres banques d'investissement mondiales.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity continue de prendre des mesures pour renforcer sa position de chef de file du marché intermédiaire dans bon nombre des principaux marchés dans lesquels la Société mène ses activités. La direction demeure fortement déterminée à accroître l'efficacité opérationnelle et à renforcer sa plateforme mondiale par une intégration plus poussée de nos capacités à l'échelle mondiale et par l'amélioration constante de la coordination transfrontalière entre toutes les régions où la Société mène ses activités.

La Société prévoit que les avantages découlant de ses investissements dans les activités de consultation à marge plus élevée se maintiendront grâce à l'expansion des activités attribuable aux acquisitions de Results (exercice 2023), de Sawaya Partners (exercice 2022) et de Petsky Prunier (exercice 2019).

L'environnement d'exploitation des activités sur les marchés des capitaux mondiaux étant très dynamique dans le contexte du marché intermédiaire, la Société doit continuer de faire preuve d'une certaine agilité dans la composition de ses activités afin de rester concurrentielle et de répondre aux besoins changeants de ses clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée, le cas échéant, afin de renforcer ses activités dans des régions où nous estimons que sa part de marché peut être accrue.

La Société maintient son engagement à mener ses activités sur les marchés des capitaux avec toute l'efficacité qui s'impose afin de maintenir sa capacité à offrir une expertise et des services en matière d'exécution de premier plan sur le marché dans tous les cycles du marché. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette division continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme. Le 1^{er} avril 2025, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive en vue de vendre à Cantor ses activités de tenue de marché de gros aux États-Unis. Les activités de tenue de marché de gros aux États-Unis de la Société, qui sont essentiellement axées sur la tenue d'un marché de gré à gré, comprenant notamment des actions internationales et des certificats américains d'actions étrangères (« CAAÉ »), étaient menées parallèlement aux activités de vente et de négociation institutionnelles liées aux actions, mais demeuraient à l'écart de ses activités de base stratégiques. La cession de ces activités permettra à la Société de mettre l'accent sur son éventail de services de base en consultation et en financement des sociétés sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale au sein de la division Marchés des capitaux. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait se conclure au cours du premier semestre de l'exercice 2026 de la Société.

RENDEMENT FINANCIER – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Quatrième trimestre de l'exercice 2025 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2024^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Trimestre clos le 31 mars 2025					Trimestre clos le 31 mars 2024				
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	37 332	37 348	119 624	18 012	212 316	62 739	23 631	88 604	27 876	202 850
Charges										
Charge de rémunération	23 922	22 898	80 582	12 544	139 946	37 282	14 986	69 804	16 726	138 798
Autres charges indirectes	15 553	10 444	36 715	5 800	68 512	13 715	9 461	31 056	3 829	58 061
Dépréciation du goodwill et des autres actifs	—	—	—	—	—	—	17 756	—	—	17 756
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	—	(73)	—	—	(73)	—	(9 151)	—	—	(9 151)
Frais de restructuration	—	—	1 163	—	1 163	—	—	—	—	—
Total des charges	39 475	33 269	118 460	18 344	209 548	50 997	33 052	100 860	20 555	205 464
Imputations intersectorielles ³	3 148	450	1 317	311	5 226	3 683	346	905	141	5 075
Résultat avant impôt sur le résultat ³	(5 291) \$	3 629 \$	(153) \$	(643) \$	(2 458) \$	8 059 \$	(9 767) \$	(13 161) \$	7 180 \$	(7 689) \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	(323)	(323)	—	—	—	1 631	1 631
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des produits des activités ordinaires	37 332	37 348	119 624	18 012	212 316	62 739	23 631	88 604	27 876	202 850
Total des charges	39 475	33 123	115 133	18 344	206 075	50 997	24 475	98 439	20 555	194 466
Imputations intersectorielles ³	3 148	450	1 317	311	5 226	3 683	346	905	141	5 075
Résultat avant impôt sur le résultat ³	(5 291) \$	3 775 \$	3 174 \$	(643) \$	1 015 \$	8 059 \$	(1 190) \$	(10 740) \$	7 180 \$	3 309 \$
Nombre d'employés	169	166	363	99	797	173	166	391	89	819

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2025 (31,8 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles et exclut les participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2025 et de l'exercice 2025 » à la page 24.

Exercice 2025 comparativement à l'exercice 2024^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Exercice clos le 31 mars 2025					Exercice clos le 31 mars 2024				
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	182 966	121 561	426 875	99 321	830 723	166 649	85 426	342 772	88 349	683 196
Charges										
Charge de rémunération	96 966	75 917	271 416	61 203	505 502	87 746	56 415	231 363	50 755	426 279
Autres charges indirectes	60 609	37 048	171 061	20 587	289 305	60 850	33 547	126 833	16 261	237 491
Dépréciation du goodwill et des autres actifs	—	—	—	—	—	—	17 756	—	—	17 756
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	—	(73)	—	—	(73)	—	(9 151)	(18 174)	—	(27 325)
Frais de restructuration	1 000	—	4 103	—	5 103	7 437	—	5 236	—	12 673
Total des charges	158 575	112 892	446 580	81 790	799 837	156 033	98 567	345 258	67 016	666 874
Imputations intersectorielles ³	13 600	1 452	4 065	733	19 850	12 576	1 383	3 628	626	18 213
Résultat avant impôt sur le résultat ³	10 791 \$	7 217 \$	(23 770) \$	16 798 \$	11 036 \$	(1 960) \$	(14 524) \$	(6 114) \$	20 707 \$	(1 891) \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	3 616	3 616	—	—	—	4 562	4 562
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des produits des activités ordinaires	182 966	121 561	426 875	99 321	830 723	166 649	85 426	342 772	88 349	683 196
Total des charges	157 575	112 412	415 325	81 790	767 102	148 596	88 916	354 437	67 016	658 965
Imputations intersectorielles ³	13 600	1 452	4 065	733	19 850	12 576	1 383	3 628	626	18 213
Résultat avant impôt sur le résultat ³	11 791 \$	7 697 \$	7 485 \$	16 798 \$	43 771 \$	5 477 \$	(4 873) \$	(15 293) \$	20 707 \$	6 018 \$

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice 2025 (31,8 % pour l'exercice clos le 31 mars 2024).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles et exclut les participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2025 et de l'exercice 2025 » à la page 24.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés et de la consultation, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des profits et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste, dont les activités internationales de négociation de Marchés des capitaux Canaccord Genuity. En Australie et au Canada, les positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus reçus en guise d'honoraires génèrent également des produits des activités ordinaires qui sont inclus dans les produits tirés des services de financement de sociétés. La valeur de ces positions fluctue en fonction des variations des cours du marché.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
	Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :					
Canada	17,6 %	30,9 %	(13,3) p. p.	22,0 %	24,4 %	(2,4) p. p.
Royaume-Uni et Europe	17,6 %	11,6 %	6,0 p. p.	14,6 %	12,5 %	2,1 p. p.
États-Unis	56,3 %	43,7 %	12,6 p. p.	51,4 %	50,2 %	1,2 p. p.
Australie	8,5 %	13,8 %	(5,3) p. p.	12,0 %	12,9 %	(0,9) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %		100 %	100 %	

p. p. : points de pourcentage

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 212,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en hausse de 9,5 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse reflète l'accroissement de l'apport des activités de consultation, contrebalancé en partie par la diminution de l'apport des activités de financement de sociétés et d'une légère baisse des produits tirés des commissions et des honoraires et des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale ont été de 830,7 millions \$, soit une hausse de 147,5 millions \$, ou 21,6 %, en regard de l'exercice précédent, étant donné que les produits ont progressé dans l'ensemble des régions où nous menons nos activités sous l'effet surtout de l'intensification des activités de consultation, de financement de sociétés et de négociation.

Financement de sociétés

Au quatrième trimestre, les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont élevés à 40,3 millions \$, soit une baisse de 18,3 % en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, reflet du ralentissement généralisé des activités sur les marchés en raison de l'incertitude sur le plan des politiques et des échanges commerciaux. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont progressé de 65,7 millions \$, ou 43,9 %, pour s'établir à 215,3 millions \$, reflet d'une légère amélioration de la conjoncture qui a favorisé nos activités de financement de sociétés au deuxième et au troisième trimestres de l'exercice considéré.

Le secteur des métaux et mines a été le plus dynamique sur le plan des nouvelles émissions à l'exercice 2025, ce qui reflète essentiellement l'apport de l'Australie et du Canada, ainsi que celui, moins important, du Royaume-Uni et des États-Unis. Les produits du secteur Divers comprennent les produits de transactions avec des sociétés du secteur de l'industrie, de l'énergie, des produits structurés et du développement durable, et témoignent des transactions réalisées dans l'ensemble des régions. Les produits tirés du secteur des technologies sont attribuables à toutes les régions où nous sommes présents, l'apport le plus important dans ce secteur étant celui des États-Unis. Les produits tirés du secteur des sciences de la vie, qui comprend les sociétés du secteur du cannabis, ont été générés essentiellement par nos activités aux États-Unis et au Canada.

Les transactions de financement de sociétés réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteur cible, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS PAR SECTEUR (EN % DES PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS POUR CHAQUE RÉGION)

Secteurs	Exercice clos le 31 mars 2025				
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	14 %	11 %	33 %	—	6 %
Technologies	14 %	14 %	29 %	2 %	6 %
Métaux et mines	44 %	43 %	3 %	55 %	73 %
Produits de consommation et de détail	3 %	2 %	—	22 %	3 %
Divers	25 %	30 %	35 %	21 %	12 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Sciences de la vie.

Consultation

Les produits tirés des activités de consultation au T4/25 se sont établis à 89,8 millions \$, en hausse de 21,0 millions \$, ou 30,4 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de consultation au cours de l'exercice 2025 ont progressé de 75,2 millions \$, ou 32,7 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent pour s'établir à 305,0 millions \$, en raison des conditions plus propices à la conclusion de transactions.

Le secteur des technologies a été le plus dynamique sur le plan des activités de consultation à l'exercice 2025, fait essentiellement attribuable à l'apport de nos activités aux États-Unis, mais aussi à celui du Canada et du Royaume-Uni. L'apport des secteurs des produits de consommation et de détail et des sciences de la vie est également attribuable à nos activités de consultation au Royaume-Uni. Les produits du secteur Divers comprennent les produits de transactions avec des sociétés du secteur de l'industrie, des produits structurés, du développement durable et de l'énergie.

Les produits tirés des activités de consultation à marge plus élevée peuvent aider à compenser la volatilité inhérente aux activités de mobilisation de capitaux, bien que la volatilité ou l'incertitude au sein du marché puissent entraîner des retards dans le calendrier de conclusion des transactions et en ralentir la cadence. Le soutien de la croissance dans ce secteur demeure une importante priorité stratégique pour la Société. Notre expertise spécialisée dans des secteurs clés de l'économie et nos réalisations en matière d'activités sur les marchés des capitaux nous placent en bonne position pour ouvrir de nouvelles possibilités à nos clients au fil de leur croissance.

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES DE CONSULTATION PAR SECTEUR (EN % DES PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE CONSULTATION POUR CHAQUE RÉGION)

Secteurs	Exercice clos le 31 mars 2025			
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni
Sciences de la vie	8 %	6 %	6 %	16 %
Technologies	55 %	10 %	79 %	17 %
Métaux et mines	7 %	40 %	—	3 %
Produits de consommation et de détail	10 %	6 %	9 %	14 %
Divers	20 %	38 %	6 %	50 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Négociation à titre de contrepartiste

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste pour le trimestre clos le 31 mars 2025 se sont fixés à 31,3 millions \$, en baisse de 0,6 million \$, ou 1,9 %, par rapport à ceux du T4/24. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont totalisé 118,9 millions \$, en hausse de 13,8 millions \$, ou 13,1 %, comparativement à ceux de l'exercice 2024, ce qui reflète principalement l'intensification des activités sur les marchés et les possibilités de générer des produits des activités ordinaires, comparativement à l'exercice précédent. Les activités aux États-Unis sont celles dont l'apport a été le plus important dans ce secteur, générant des produits tirés des activités de négociation de 104,3 millions \$ pour l'exercice considéré, ce qui est surtout attribuable au groupe Actions internationales. Le groupe Actions internationales a généré des produits des activités ordinaires élevés dans l'ensemble, mais ses besoins en termes d'infrastructures et de services d'arrière-guichet de soutien ont été beaucoup plus importants, ce qui a contribué à réduire les marges bénéficiaires des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont établis respectivement à 42,0 millions \$ et à 152,4 millions \$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025, soit respectivement une baisse de 2,8 % et de 5,7 %. La baisse reflète une diminution des activités de négociation pour les particuliers et une baisse des nouvelles émissions dans nos activités au Canada et aux États-Unis, en partie compensées par une légère hausse dans nos activités au Royaume-Uni.

CHARGES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Le total des charges de la division Marchés des capitaux de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est chiffré à 209,5 millions \$, en hausse de 4,1 millions \$ ou 2,0 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2025, les charges se sont accrues de 133,0 millions \$, ou 19,9 %, pour s'établir à 799,8 millions \$.

En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a respectivement augmenté de 1,2 point de pourcentage et diminué de 4,1 points de pourcentage pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025, par rapport à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Charge de rémunération

En pourcentage des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération dans la division des marchés des capitaux a été de 65,9 % pour le trimestre clos le 31 mars 2025, soit une baisse de 2,5 points de pourcentage par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le ratio de rémunération total s'est chiffré à 60,9 % pour cette division, en baisse de 1,5 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent. Les ratios de rémunération plus faibles reflètent les changements dans la composition des produits des activités ordinaires et des structures de rémunération connexes, les écarts d'une région à l'autre et la baisse des résultats d'exploitation dans certaines divisions.

Au Canada et en Australie, l'incidence des coûts fixes du personnel dans un contexte de baisse des produits des activités ordinaires au T4/25 s'est traduite respectivement par une hausse du ratio de rémunération de 4,7 points de pourcentage et de 9,6 points de pourcentage par rapport au trimestre clos le 31 mars 2024. Le ratio de rémunération au Canada et en Australie pour l'exercice a augmenté respectivement de 0,3 point de pourcentage et de 4,2 points de pourcentage. Aux États-Unis, la charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 11,4 points de pourcentage pour le T4/25 et de 3,9 points de pourcentage pour l'exercice 2025 comparativement à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent, du fait des variations dans la composition des produits des activités ordinaires et la rémunération variable associée aux différentes sources de produits. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe a diminué de 2,1 points de pourcentage pour le T4/25 et de 3,5 points de pourcentage pour l'exercice clos le 31 mars 2025 comparativement à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des produits des activités ordinaires par rapport aux niveaux de la rémunération fixe.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Canada	64,1 %	59,4 %	4,7 p. p.	53,0 %	52,7 %	0,3 p. p.
Royaume-Uni et Europe	61,3 %	63,4 %	(2,1) p. p.	62,5 %	66,0 %	(3,5) p. p.
États-Unis	67,4 %	78,8 %	(11,4) p. p.	63,6 %	67,5 %	(3,9) p. p.
Australie	69,6 %	60,0 %	9,6 p. p.	61,6 %	57,4 %	4,2 p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	65,9 %	68,4 %	(2,5) p. p.	60,9 %	62,4 %	(1,5) p. p.

p. p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025, les autres charges indirectes de cette division ont augmenté respectivement de 18,0 % et de 21,8 %, par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont augmenté de 11,4 millions \$, ou 94,1 %, comparativement à ceux du T4/24, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des honoraires professionnels et l'ajustement d'une provision dans le cadre de nos activités aux États-Unis en lien avec les questions d'ordre réglementaire en cours. (Se reporter à la rubrique « Provisions, procédures de litige et passif éventuel ».) L'accroissement des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement au titre de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada a notamment fait augmenter les charges au quatrième trimestre.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les frais d'administration ont augmenté de 35,3 millions \$, ou 55,4 % par rapport à ceux de l'exercice précédent pour les raisons précitées. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 5,8 millions \$, ou 17,2 %, en regard de ceux de l'exercice clos le 31 mars 2024, ce qui découle des charges plus élevées en lien avec notre nouveau bureau de New York.

La charge d'intérêts a augmenté respectivement de 1,0 million \$, ou 28,3 %, et de 6,7 millions \$, ou 39,5 %, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025, ce qui s'explique en partie par la hausse des activités d'emprunt de titres dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Résultat avant impôt sur le résultat

La perte nette avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, pour nos activités sur les marchés des capitaux a été de 2,5 millions \$ au trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à une perte nette avant impôt sur le résultat de 7,7 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat a été de 1,0 million \$ au T4/25, en baisse de 69,3 % par rapport à un résultat net avant impôt sur le résultat de 3,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2024.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le résultat net avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 11,0 millions \$ comparativement à une perte nette avant impôt sur le résultat de 1,9 million \$ pour l'exercice 2024. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 43,8 millions \$, comparativement à un résultat net avant impôt sur le résultat de 6,0 millions \$ pour l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La Société a des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, ainsi qu'en Australie.

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la gestion des comptes assortis d'honoraires, de la vente de produits et de services tarifés et des intérêts liés aux clients. De plus, les conseillers en placement au Canada et en Australie génèrent des produits tirés des honoraires et des commissions en lien avec les transactions de financement de sociétés et les transactions mettant en jeu du capital de risque.

Au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 19 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man au 31 mars 2025. Cette division comptait 297 experts en placement au 31 mars 2025.

Au 31 mars 2025, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait onze bureaux dans l'ensemble du Canada, dont des conseillers en placement également inscrits aux États-Unis. Cette division comptait 142 équipes de conseillers en placement au 31 mars 2025.

En Australie, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait dix bureaux au 31 mars 2025. Cette division comptait 129 équipes de conseillers en placement au 31 mars 2025.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport de notre secteur de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité majeure pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity demeureront axées sur l'accroissement des actifs sous administration et sous gestion et l'augmentation de la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits des activités ordinaires, la Société a réalisé des progrès significatifs pour ce qui est de rendre l'entreprise considérablement moins sensible aux fluctuations associées aux produits tirés des transactions.

La Société continue d'explorer un vaste éventail de possibilités pour générer une croissance rentable dans ses activités de gestion de patrimoine mondiale. En plus d'investir dans la main-d'œuvre et les acquisitions, la Société forme activement ses spécialistes en planification financière et dans d'autres secteurs de croissance pour offrir un plus vaste éventail de services à l'appui des besoins en matière de placement des clients, tout en générant une croissance interne au sein de ses secteurs d'activité.

Au Canada, la Société demeure à l'affût de possibilités pour générer une croissance rentable en mettant l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement ciblé et à d'autres initiatives visant l'accroissement des actifs pour le compte des clients et des produits tirés des activités fondées sur les honoraires. Le recrutement et le maintien en fonction de conseillers en placement constituent une importante priorité. Bien que le contexte d'embauche demeure concurrentiel, notre capacité à attirer et à retenir des conseillers compétents s'appuie sur les avantages liés à notre plateforme indépendante qui permet d'accéder à des ressources et à des compétences mondiales, ainsi que sur des investissements soutenus dans les technologies et le développement de produits, et sur un bilan éprouvé en matière d'accroissement des produits des activités ordinaires et de rentabilité. La Société reste fortement déterminée à investir dans les technologies et dans les programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits visant à attirer des investisseurs fortunés et à fournir à ses conseillers des ressources pour les aider à développer leurs activités.

La Société prévoit demeurer à l'affût de possibilités stratégiques pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne et continuer d'investir dans le recrutement et l'infrastructure pour soutenir ses priorités en matière de croissance interne.

La Société a l'intention de continuer de tirer parti du succès de ses activités de gestion de patrimoine élargies en Australie. Nous prévoyons une expansion soutenue grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine, ainsi qu'aux avantages découlant de la relation avec les activités sur les marchés des capitaux menées par Canaccord Genuity dans la région.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Produits des activités ordinaires	100 403 \$	77 574 \$	29,4 %	374 755 \$	298 036 \$	25,7 %
Charges						
Charge de rémunération	54 903	44 046	24,6 %	199 455	159 160	25,3 %
Autres charges indirectes	27 051	20 655	31,0 %	106 890	83 582	27,9 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	158	(100,0) %
Total des charges	81 954 \$	64 701 \$	26,7 %	306 345 \$	242 900 \$	26,1 %
Imputations intersectorielles ²	5 778	6 608	(12,6) %	25 856	21 002	23,1 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	12 671 \$	6 265 \$	102,3 %	42 554 \$	34 134 \$	24,7 %
ASA ³	42 719	38 406	11,2 %			
Nombre d'équipes de conseillers	142	145	(2,1) %			
Nombre d'employés	543	536	1,3 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	81 894 \$	64 273 \$	27,4 %	305 849 \$	241 316 \$	26,7 %
Imputations intersectorielles ²	5 778	6 608	(12,6) %	25 856	21 002	23,1 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	12 731 \$	6 693 \$	90,2 %	43 050 \$	35 718 \$	20,5 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont généré des produits des activités ordinaires de 100,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice, en hausse de 22,8 millions \$, ou 29,4 %, par rapport à ceux du T4/24. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, ce secteur a généré des produits des activités ordinaires de 374,8 millions \$, en hausse de 76,7 millions \$, ou 25,7 %, d'un exercice à l'autre, ce qui reflète principalement des augmentations des produits tirés des commissions et des honoraires (hausse de 55,3 millions \$, ou 24,3 %, d'un exercice à l'autre), des produits d'intérêts (hausse de 12,8 millions \$, ou 24,8 %, d'un exercice à l'autre) et des produits tirés des activités de financement de sociétés (hausse de 8,0 millions \$, ou 47,5 % d'un exercice à l'autre).

Les actifs pour le compte des clients¹ au Canada ont augmenté de 11,2 % pour s'établir à 42,7 milliards \$ au 31 mars 2025, comparativement à 38,4 milliards \$ au 31 mars 2024, en raison de la croissance des marchés et des actifs nets gérés par les nouveaux employés. Au 31 mars 2025, il y avait 142 équipes de conseillers au Canada, et la moyenne des actifs par équipe de conseillers s'élevait à un montant record de 300,8 millions \$, soit une progression de 13,6 % d'un exercice à l'autre.

Le total des charges de ce secteur s'est établi à 82,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en hausse de 17,3 millions \$, ou 26,7 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement le fait de la charge de rémunération, qui a augmenté de 24,6 % pour se chiffrer à 54,9 millions \$ de dollars en raison de la progression des produits des activités ordinaires.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le total des charges s'est élevé à 306,3 millions \$, en hausse de 63,4 millions \$, ou 26,1 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, ce qui reflète des augmentations de 25,3 % de la charge de rémunération, qui a atteint 199,5 millions \$, et de 165,2 % de la charge d'intérêts, qui s'est établie à 18,1 millions \$.

Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires de cette division a diminué de 1,3 point de pourcentage par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent et s'est établi à 81,6 % pour le quatrième trimestre de l'exercice. Pour l'exercice 2025, les charges en pourcentage des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ ont été de 81,6 %, en légère hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à celles de l'exercice précédent.

La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 54,7 % au T4/25 et à 53,2 % pour l'exercice considéré, ce qui correspond respectivement à des baisses de 2,1 points de pourcentage et 0,2 point de pourcentage par rapport à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les autres charges indirectes de ce secteur ont augmenté de 6,4 millions \$, ou 31,0 %, comparativement à celles du trimestre clos le 31 mars 2024. La charge d'intérêts a augmenté de 2,0 millions \$, ou 79,1 %, en regard de celle du T4/24, du fait de l'accroissement des paiements d'intérêt aux clients sur les soldes de trésorerie. Pour le T4/25, les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 1,4 million \$, ou 66,9 %, en raison des frais supplémentaires liés au déménagement du bureau de Vancouver dans de nouveaux locaux. La charge d'amortissement a également augmenté de 1,4 million \$ comparativement à celle du T4/24 en lien avec l'amortissement des locaux loués dans le nouveau bureau de Vancouver. Les frais d'administration ont

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

augmenté de 1,0 million \$, ou 23,0 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des frais de promotion et de déplacement.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les autres charges indirectes ont augmenté de 23,3 millions \$, ou 27,9 %, comparativement à celles de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement le fait de l'augmentation de la charge d'intérêts, des frais liés aux locaux et au matériel ainsi que de la charge d'amortissement, comme il a été mentionné précédemment. En outre, le paiement de primes de maintien en fonction et l'augmentation des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés ont entraîné une hausse des frais de développement de 4,0 millions \$, ou 22,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2024.

Le résultat net avant impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est élevé à 12,7 millions \$, en hausse de 6,4 millions \$, ou 102,3 %, en regard de celui du T4/24. Le résultat net avant impôt sur le résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2025 a été de 42,6 millions \$, en hausse de 8,4 millions \$, ou 24,7 %, en regard de celui de l'exercice clos le 31 mars 2024. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat a progressé de 90,2 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 12,7 millions \$ au T4/25, et de 20,5 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 43,1 millions \$ pour l'exercice 2025. Compte non tenu des éléments importants¹, la marge bénéficiaire avant impôt sur le résultat de ce secteur s'est établie à 12,7 % pour le quatrième trimestre de l'exercice et à 11,5 % pour l'exercice clos le 31 mars 2025, ce qui représente respectivement une hausse de 4,1 points de pourcentage par rapport à celle du T4/24 et une baisse de 0,5 point de pourcentage comparativement à celle de l'exercice 2024.

Le BAIIA normalisé¹, une mesure d'exploitation couramment utilisée pour ces activités, a été de 19,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025 et de 68,8 millions \$ pour l'exercice 2025, soit une progression de 25,5 % par rapport à celui de l'exercice précédent. La méthode employée par la Société pour calculer cette mesure peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET DANS LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Produits des activités ordinaires	117 633 \$	105 469 \$	11,5 %	449 768 \$	411 474 \$	9,3 %
Charges						
Charge de rémunération	51 779	44 140	17,3 %	201 781	176 658	14,2 %
Autres charges indirectes	50 608	40 313	25,5 %	184 892	155 890	18,6 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	652	(100,0) %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	1 012	—	n. p.	1 012	—	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	1 567	—	n. p.	2 271	—	n. p.
Total des charges	104 966	84 453	24,3 %	389 956	333 200	17,0 %
Imputations intersectorielles ²	883	560	57,7 %	2 576	2 250	14,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	11 784	20 456	(42,4) %	57 236	76 024	(24,7) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	9 289	9 665	(3,9) %	37 962	37 687	0,7 %
ASG ³	69 246	59 084	17,2 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	297	257	15,6 %			
Nombre d'employés	862	751	14,8 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	89 158 \$	78 274 \$	13,9 %	346 192 \$	307 696 \$	12,5 %
Imputations intersectorielles ²	883	560	57,7 %	2 576	2 250	14,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	27 592	26 635	3,6 %	101 000	101 528	(0,5) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	7 855	8 587	(8,5) %	30 746	32 145	(4,4) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les résultats d'exploitation d'ICL depuis le 8 avril 2024, de Cantab depuis le 1^{er} octobre 2024 et de BMI depuis le 24 février 2025.

6) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de CGWM UK qui n'est pas attribuable à la Société.

n. p. : non pertinent

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Les produits des activités ordinaires générés par les activités de gestion de patrimoine de la Société au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille, ce qui fait qu'ils sont peu sensibles aux variations du niveau des activités de négociation. Ils demeurent toutefois sensibles aux variations de la valeur de marché des actifs détenus dans les comptes clients et les portefeuilles sous gestion.

Au T4/25, les produits des activités ordinaires de ce secteur ont atteint un montant trimestriel sans précédent de 117,6 millions \$, en hausse de 12,2 millions \$, ou 11,5 %, par rapport à ceux du T4/24. Les produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2025 ont progressé de 38,3 millions \$, ou 9,3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent et se sont chiffrés à 449,8 millions \$, ce qui constitue un nouveau record. Cette progression est liée aux produits tirés des commissions et des honoraires, qui ont augmenté de 41,7 millions \$, ou 13,4 %, d'un exercice à l'autre pour s'établir à 352,9 millions \$.

Au 31 mars 2025, les actifs pour le compte des clients¹ au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne s'élevaient à 69,2 milliards \$, en hausse de 17,2 % d'un exercice à l'autre, ce qui est attribuable aux nouveaux actifs découlant des acquisitions, à la croissance du marché et à la fluctuation des taux de change. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les actifs pour le compte des clients¹ ont augmenté de 7,7 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 37,2 milliards £ au 31 mars 2025. Au 31 mars 2025, cette division comptait 297 experts en placement et gestionnaires de fonds, soit une augmentation de 15,6 % par rapport à 257 à l'exercice précédent.

Le total des charges de ce secteur a été de 105,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en hausse de 20,5 millions \$, ou 24,3 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de 17,3 % de la charge de rémunération en lien avec la progression des produits des activités ordinaires, ainsi qu'à la hausse de 5,4 millions \$ des frais de développement.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le total des charges a été de 390,0 millions \$, en hausse de 56,8 millions \$, ou 17,0 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, ce qui reflète une augmentation de 25,1 millions \$, ou 14,2 %, de la charge de rémunération, un accroissement de 4,6 millions \$, ou 20,7 %, des frais d'administration et une hausse de 19,4 millions \$ des frais de développement.

Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires de cette division a augmenté de 1,6 point de pourcentage d'un exercice à l'autre et s'est établi à 75,8 % pour le quatrième trimestre de l'exercice. Pour l'exercice 2025, les charges en pourcentage des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ ont été de 77,0 %, en hausse de 2,2 points de pourcentage comparativement à celles de l'exercice précédent.

La charge de rémunération de ce secteur a augmenté de 7,6 millions \$, ou 17,3 %, pour se fixer à 51,8 millions \$ au T4/25. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 44,0 % au quatrième trimestre de l'exercice, soit une hausse de 2,2 points de pourcentage. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, la charge de rémunération a augmenté de 25,1 millions \$, ou 14,2 %, pour s'établir à 201,8 millions \$. Pour l'exercice 2025, la charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires de cette division s'est élevée à 44,9 %, en hausse de 1,9 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est attribuable à l'augmentation de la composante fixe de la charge de rémunération relativement à l'accroissement des produits des activités ordinaires.

Les autres charges indirectes de ce secteur se sont chiffrées à 50,6 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 40,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 10,3 millions \$, ou 25,5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des autres charges indirectes découle surtout d'une augmentation des frais de développement de 5,4 millions \$, ou 164,4 %, qui est attribuable aux coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions récentes d'ICL, de Cantab et de BMI, ainsi qu'à l'ajustement de la juste valeur lié à la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants. De plus, les frais d'administration ont augmenté de 2,7 millions \$, ou 49,4 %, en appui à la croissance de ce secteur d'exploitation.

Les autres charges indirectes se sont établies à 184,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2025, soit une hausse de 29,0 millions \$, ou 18,6 %, comparativement à celles de l'exercice précédent, les frais de développement, les frais liés aux locaux et au matériel et les frais d'administration ayant affiché les augmentations les plus importantes. L'augmentation des frais de développement est attribuable aux mesures incitatives liées au recrutement et aux initiatives de croissance de ce secteur, ainsi qu'à l'ajustement de la juste valeur de 11,5 millions \$ lié à la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants. Les augmentations des frais liés aux locaux et au matériel et des frais d'administration sont liées à l'expansion des activités comme il a été mentionné précédemment.

Des frais d'acquisition de respectivement 1,6 million \$ et 2,3 millions \$ ont été comptabilisés pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025.

De plus, une charge de 1,0 million \$ a été comptabilisée au T4/25 au titre de l'ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle en lien avec des acquisitions antérieures.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2025, le résultat avant impôt sur le résultat de ce secteur a été de 11,8 millions \$, en baisse de 42,4 % comparativement à 20,5 millions \$ au T4/24. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat a été de 27,6 millions \$ au T4/25, soit une hausse de 3,6 % par rapport à 26,6 millions \$ au T4/24.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 57,2 millions \$, en baisse de 24,7 % par rapport à 76,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2024. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net s'est élevé à 101,0 millions \$ pour l'exercice 2025, soit un montant généralement comparable à celui de l'exercice précédent.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Compte non tenu des éléments importants¹, la marge bénéficiaire avant impôt sur le résultat de ce secteur s'est chiffrée à 23,5 % pour le quatrième trimestre de l'exercice et à 22,5 % pour l'exercice clos le 31 mars 2025, soit des baisses de respectivement 1,8 point de pourcentage et 2,2 points de pourcentage, la rentabilité ayant été influencée par les mesures incitatives liées au recrutement et d'autres frais de développement engagés pour soutenir la croissance de ce secteur.

Le BAIIA normalisé¹, une mesure d'exploitation couramment utilisée pour ces activités a été de 21,0 millions £ pour le trimestre clos le 31 mars 2025 et de 78,6 millions £ pour l'exercice clos le 31 mars 2024, en hausse de 1,2 %² par rapport à celui de l'exercice précédent. La méthode employée par la Société pour calculer cette mesure peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AUSTRALIE^{1, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Produits des activités ordinaires	20 870 \$	17 035 \$	22,5 %	80 257 \$	63 861 \$	25,7 %
Charges						
Charge de rémunération	14 886	11 608	28,2 %	55 052	42 673	29,0 %
Autres charges indirectes	4 928	4 711	4,6 %	20 079	17 888	12,2 %
Total des charges	19 814	16 319	21,4 %	75 131	60 561	24,1 %
Imputations intersectorielles ²	221	140	57,9 %	642	497	29,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	835	576	45,0 %	4 484	2 803	60,0 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁵	205	118	73,7 %	1 072	696	54,0 %
ASG ³	8 447	6 432	31,3 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	129	120	7,5 %			
Nombre d'employés	269	244	10,2 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	19 679 \$	16 224 \$	21,3 %	74 667 \$	60 126 \$	24,2 %
Imputations intersectorielles ²	221	140	57,9 %	642	497	29,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	970	671	44,6 %	4 948	3 238	52,8 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁵	205	118	73,7 %	1 072	696	54,0 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie qui n'est pas attribuable à la Société.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie a généré des produits des activités ordinaires de 20,9 millions \$, en hausse de 3,8 millions \$, ou 22,5 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice considéré, les produits des activités ordinaires se sont établis à 80,3 millions \$, en hausse de 16,4 millions \$, ou 25,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2024, ce qui découle principalement de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires, qui ont progressé de 16,6 millions \$, ou 30,4 %, d'un exercice à l'autre.

Les actifs pour le compte des clients¹ des activités de gestion de patrimoine en Australie s'élevaient à 8,4 milliards \$ au 31 mars 2025, en hausse de 31,3 % par rapport à ceux du T4/24 en raison de l'augmentation des nouveaux actifs pour le compte des clients découlant de nos activités de recrutement et de l'accroissement des valeurs de marché. En outre, des actifs pour le compte des clients¹ totalisant 13,2 milliards \$ sont également détenus en propriété inscrite dans d'autres comptes moins actifs des plateformes de gestion de patrimoine en Australie. Au 31 mars 2025, il y avait 129 équipes de conseillers en Australie, comparativement à 120 à la fin de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 7,5 % d'un exercice à l'autre. La moyenne des actifs par équipe de conseillers s'élevait à 65,5 millions \$, soit une progression de 11,9 millions \$, ou 22,2 %, d'un exercice à l'autre.

Le total des charges de ce secteur s'est établi à 19,8 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en hausse de 3,5 millions \$, ou 21,4 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement le fait d'une augmentation de 28,2 % de la charge de rémunération. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges pour le trimestre considéré a été de 94,9 %, soit un recul de 0,9 point de pourcentage par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le total des charges de ce secteur s'est chiffré à 75,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2025, en hausse de 14,6 millions \$, ou 24,1 %, ce qui est principalement le fait d'une augmentation de 29,0 % de la charge de rémunération, laquelle est essentiellement liée à la progression des produits des activités ordinaires. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges pour la période de douze mois a été de 93,6 %, soit une baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le BAIIA normalisé de l'exercice 2024 a été retraité et s'établit à 77,7 millions £.

La charge de rémunération totale de ce secteur a respectivement augmenté de 3,3 millions \$, ou 28,2 %, et 12,4 millions \$, ou 29,0 %, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025 comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires pour le T4/25 et l'exercice 2025 a été respectivement de 71,3 % et 68,6 %, en hausse respectivement de 3,2 points de pourcentage et 1,8 point de pourcentage par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les autres charges indirectes se sont établies à 4,9 millions \$, en hausse de 0,2 million \$, ou 4,6 %, par rapport à celles du T4/24. Pour l'exercice considéré, les autres charges indirectes ont augmenté de 2,2 millions \$, ou 12,2 %, par rapport à celles de l'exercice 2024, en raison surtout de l'augmentation des frais d'administration, des frais liés aux locaux et à l'équipement et des frais de développement en lien avec nos activités de recrutement.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2025, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 0,8 million \$, en hausse de 45,0 % comparativement au résultat net avant impôt sur le résultat de 0,6 million \$ au T4/24. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ a été de 1,0 million \$, en hausse de 44,6 % comparativement à un résultat net avant impôt sur le résultat de 0,7 million \$ pour le T4/24.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 4,5 millions \$, en hausse de 1,7 million \$, ou 60 %, par rapport à un résultat net avant impôt sur le résultat de 2,8 millions \$ pour l'exercice 2024. Pour l'exercice 2025, le résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ a été de 4,9 millions \$, en hausse de 1,7 million \$, ou 52,8 %, comparativement à un résultat net avant impôt sur le résultat de 3,2 millions \$ pour l'exercice précédent. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2025, la marge bénéficiaire avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ a atteint respectivement 4,6 % et 6,2 %, soit une progression de respectivement 0,7 point de pourcentage et 1,1 point de pourcentage d'un exercice à l'autre.

NON SECTORIEL ET AUTRES

RENDEMENT FINANCIER – NON SECTORIEL ET AUTRES

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2025	2024		2025	2024	
Produits des activités ordinaires	10 005 \$	6 120 \$	63,5 %	33 559 \$	22 238 \$	50,9 %
Charges						
Charge de rémunération	16 813	11 374	47,8 %	76 141	53 882	41,3 %
Autres charges indirectes	18 156	7 955	128,2 %	55 863	41 916	33,3 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	4 664	(100,0) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	6 000	—	n. p.	21 000	13 250	58,5 %
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	(14 307)	4 421	n. p.	(8 724)	4 421	(297,3) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	—	—	70	(100,0) %
Total des charges	26 662	23 750	12,3 %	144 280	118 203	22,1 %
Imputations intersectorielles ²	(12 108)	(12 383)	2,2 %	(48 924)	(41 962)	(16,6) %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(4 549)	(5 247)	13,3 %	(61 797)	(54 003)	(14,4) %
Nombre d'employés	454	448	1,3 %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Produits des activités ordinaires	8 794 \$	6 350 \$	38,5 %	32 428 \$	23 165 \$	40,0 %
Total des charges	30 969	16 968	82,5 %	125 003	78 469	59,3 %
Imputations intersectorielles ²	(12 108)	(12 383)	2,2 %	(48 924)	(41 962)	(16,6) %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(10 067)	1 765	n. p.	(43 651)	(13 342)	(227,2) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) La perte avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 42.

3) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre des services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés de certaines applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes de technologie de l'information, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et des autres fonctions administratives. La répartition entre

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

les secteurs Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et dans les autres régions et les charges engagées par ces secteurs sont comptabilisées dans les imputations intersectorielles.

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres se sont établis à 10,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 6,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui reflète en partie une réduction des ajustements de la juste valeur comptabilisés à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles au cours de l'exercice considéré. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 33,6 millions \$, en hausse de 50,9 % comparativement à 22,2 millions \$ pour l'exercice précédent, ce qui est essentiellement le fait d'une augmentation des produits tirés des services de courtage de correspondance et des produits d'intérêts ainsi que d'une réduction des ajustements de la juste valeur comptabilisés à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles au cours de l'exercice considéré.

Le total des charges de ce secteur pour le trimestre clos le 31 mars 2025 a augmenté de 2,9 millions \$, ou 12,3 %, par rapport à celui du trimestre clos le 31 mars 2024 pour s'établir à 26,7 millions \$. Pour l'exercice considéré, le total des charges a augmenté de 22,1 % comparativement à celui de l'exercice clos le 31 mars 2024 pour s'établir à 144,3 millions \$.

La charge de rémunération a augmenté de 5,4 millions \$, ou 47,8 %, comparativement à celle du trimestre clos le 31 mars 2024, et de 22,3 millions \$, ou 41,3 %, pour l'exercice considéré, ce qui est en partie attribuable à la variation de la juste valeur de certaines attributions de droits à un paiement fondé sur des actions consenties au cours des exercices précédents.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 10,2 millions \$, ou 128,2 %, par rapport à celles du T4/24, ce qui s'explique en partie par l'établissement d'une provision liée à une question fiscale pour des années d'imposition antérieures, ce qui a contribué à une hausse de 7,3 millions \$ des frais d'administration. En outre, la charge d'intérêts a augmenté de 4,0 millions \$ en raison des intérêts payés sur les débetures convertibles émises en mars 2024. Les frais de négociation, de règlement et liés aux technologies ont augmenté de 1,2 million \$, ou 72,0 %, en raison des changements dans la répartition des charges entre les secteurs au Canada. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une baisse de 3,3 millions \$, ou 86,8 %, des frais liés aux locaux et au matériel, laquelle est en partie le fait d'un changement dans la méthode de répartition ayant entraîné une hausse des charges imputées aux activités de gestion de patrimoine au Canada.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, les autres charges indirectes ont augmenté de 13,9 millions \$, ou 33,3 %, d'un exercice à l'autre, en raison d'une hausse de 4,0 millions \$, ou 89,5 %, des frais de négociation, de règlement et liés aux technologies, essentiellement en raison des changements dans la répartition des charges entre les secteurs au Canada. Les frais d'administration ont également augmenté de 11,4 millions \$, ou 56,4 %, en raison de la question fiscale susmentionnée et des frais de promotion et de déplacement engagés au cours de l'exercice considéré. Les intérêts payés sur les débetures convertibles ont engendré une hausse de 14,6 millions \$ de la charge d'intérêts comparativement à celle de l'exercice 2024. Ces augmentations ont été contrebalancées par un recul des frais de développement de 14,2 millions \$, ou 83,2 %, ce qui est attribuable aux frais juridiques et aux honoraires professionnels engagés en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée au cours de l'exercice 2024.

Au titre du passif dérivé lié aux débetures convertibles, la Société a comptabilisé des ajustements de la juste valeur de 14,3 millions \$ au T4/25 et de 8,7 millions \$ pour l'exercice. La Société a également comptabilisé des charges respectivement de 6,0 millions \$ et 21,0 millions \$ au titre de la variation de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle au T4/25 et à l'exercice 2025.

Dans l'ensemble, la perte nette avant impôt sur le résultat de ce secteur s'est établie à 4,5 millions \$ au T4/25, comparativement à une perte nette avant impôt sur le résultat de 5,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La perte nette avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ a été de 10,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à un résultat net avant impôt sur le résultat de 1,8 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, la perte nette avant impôt sur le résultat a été de 61,8 millions \$ comparativement à une perte nette avant impôt sur le résultat de 54,0 millions \$ pour l'exercice 2024. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte nette avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 43,7 millions \$, par rapport à une perte nette avant impôt sur le résultat de 13,3 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et dans les autres régions. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Information financière trimestrielle pour le T4/25 et les sept trimestres précédents¹

Le tableau ci-après présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 31 mars 2025. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Exercice 2025				Exercice 2024			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	212 316	210 713	202 070	205 624	202 850	189 843	144 809	145 694
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity :								
Amérique du Nord	100 403	96 365	87 965	90 022	77 574	77 035	70 813	72 614
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	117 633	115 844	108 821	107 470	105 469	101 829	101 004	103 172
Australie	20 870	21 237	19 719	18 431	17 035	16 178	15 409	15 239
Non sectoriel et autres	10 005	6 875	10 061	6 618	6 120	4 258	5 255	6 605
Total des produits des activités ordinaires	461 227	451 034	428 636	428 165	409 048	389 143	337 290	343 324
Résultat net	10 867	(11 603)	9 166	16 721	7 912	28 005	(5 867)	(268)
Résultat par action ordinaire de base	(0,01) \$	(0,26) \$	(0,05) \$	0,03 \$	(0,07) \$	0,15 \$	(0,20) \$	(0,15) \$
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,01) \$	(0,26) \$	(0,05) \$	0,02 \$	(0,07) \$	0,14 \$	(0,20) \$	(0,15) \$
Résultat net compte non tenu des éléments importants ¹	22 481 \$	29 255 \$	31 804 \$	25 441 \$	30 779 \$	33 304 \$	10 717 \$	19 433 \$
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	0,12 \$	0,18 \$	0,21 \$	0,14 \$	0,20 \$	0,24 \$	— \$	0,10 \$
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹	0,12 \$	0,17 \$	0,20 \$	0,13 \$	0,15 \$	0,20 \$	— \$	0,07 \$

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LE T4/25 ET LES SEPT TRIMESTRES PRÉCÉDENTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2025				Exercice 2024			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	461 227	\$ 451 034	\$ 428 636	\$ 428 165	\$ 409 048	\$ 389 143	\$ 337 290	\$ 343 324
Total des charges selon les IFRS	442 944	456 226	411 747	404 632	394 687	352 045	337 964	337 042
Produits des activités ordinaires								
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles	(1 211)	301	(1 017)	796	230	360	218	119
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	460 016	\$ 451 335	\$ 427 619	\$ 428 961	\$ 409 278	\$ 389 503	\$ 337 508	\$ 343 443
Charges								
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	105	163	160	157	218	279	316	350
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(73)	—	—	—	(9 151)	—	(18 174)	—
Frais de restructuration	1 163	1 554	(271)	2 657	—	—	12 673	—
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—	1 824	2 044	2 026	1 975	—	—	—
Provision ³	1 750	17 728	—	—	—	—	—	—
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	—	—	—	—	17 756	—	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	528	496	211	513	200	532	362	573
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	7 249	6 181	6 219	5 829	5 754	5 707	5 727	5 639
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	810	—
Frais connexes aux acquisitions	1 567	—	—	704	—	—	—	—
Ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	1 012	—	—	—	—	—	—	—
Convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK	5 000	2 000	4 478	—	—	—	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	1 175	1 372	1 106	832	948	724	926	1 288
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	1 306	3 358
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—	—	1 207	1 794	2 361	—	—	—
Provision	4 000	—	—	—	—	—	—	—
Frais de développement	—	—	—	—	—	—	(249)	15 287
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	6 000	6 000	9 000	—	—	—	13 250	—
Ajustement de la juste valeur des débentures convertibles – composante passif dérivé	(14 307)	7 347	2 260	(4 024)	4 421	—	—	—
Total des éléments importants – charges	15 169	44 665	26 414	10 488	24 482	7 242	16 947	26 495
Total des charges compte non tenu des éléments importants	427 775	411 561	385 333	394 144	370 205	344 803	321 017	310 547
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	32 241	\$ 39 774	\$ 42 286	\$ 34 817	\$ 39 073	\$ 44 700	\$ 16 491	\$ 32 896
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté(e)	9 760	10 519	10 482	9 376	8 294	11 396	5 774	13 463
Résultat net – ajusté	22 481	\$ 29 255	\$ 31 804	\$ 25 441	\$ 30 779	\$ 33 304	\$ 10 717	\$ 19 433
Dividendes sur actions privilégiées	2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	11 892	\$ 17 120	\$ 20 185	\$ 13 363	\$ 17 397	\$ 20 767	\$ (299)	\$ 7 578
Résultat par action ordinaire ajusté – base	0,12	\$ 0,18	\$ 0,21	\$ 0,14	\$ 0,20	\$ 0,24	\$ —	\$ 0,10
Résultat par action ordinaire ajusté – après dilution	0,12	\$ 0,17	\$ 0,20	\$ 0,13	\$ 0,15	\$ 0,20	\$ —	\$ 0,07

- 1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Compte tenu du fait que les chiffres ont été arrondis et en raison de l'effet dilutif des actions privilégiées convertibles, des actions préférentielles et des débetures convertibles sur les montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au RPA pour l'exercice.
- 3) Fait état de la hausse d'une provision comptabilisée dans le secteur Marchés des capitaux en lien avec les questions d'ordre réglementaire en cours aux États-Unis et les frais juridiques connexes engagés au cours du trimestre considéré, ainsi que d'une provision comptabilisée dans le secteur Non sectoriel et autres en lien avec une question fiscale visant des exercices antérieurs. La Société considère que ces hausses sortent du cadre normal des activités et des charges engagées dans le cadre normal des activités auxquelles on pourrait raisonnablement s'attendre pour ce secteur (se reporter à la note 29 des états financiers consolidés au 31 mars 2025 pour des informations additionnelles sur la question d'ordre réglementaire aux États-Unis) et, par conséquent, ces charges ont été traitées à titre d'éléments importants aux fins d'établissement des charges compte non tenu des éléments importants et du résultat net compte non tenu des éléments importants.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des marchés et des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés des transactions de prise ferme et de consultation ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société.

La Société a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 461,2 millions \$ au T4/25, ce qui représente une augmentation de 15,9 % par rapport aux produits des activités ordinaires moyens des sept trimestres précédents. Sur une base consolidée, les produits tirés des honoraires de consultation se sont établis à 90,0 millions \$ au quatrième trimestre, en hausse de 41,3 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents, ce qui reflète une conjoncture plus favorable à la conclusion de transactions au cours du trimestre. Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont chiffrés à 48,2 millions \$, en baisse de 9,8 % comparativement à la moyenne des sept trimestres précédents compte tenu de la réduction des activités de financement de sociétés sur les marchés des capitaux au Canada et au Royaume-Uni au T4/25.

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont élevés à 236,8 millions \$, en hausse de 19,2 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents, ce qui s'explique par un niveau d'activité accru au sein des divisions de gestion de patrimoine et des marchés des capitaux de la Société.

En raison du contexte de baisse de taux d'intérêt, les produits d'intérêts ont diminué de 2,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 48,3 millions \$ au T4/25, soit une baisse de 4,8 % comparativement à la moyenne des sept trimestres précédents. Les produits divers se sont établis à 5,5 millions \$ pour le quatrième trimestre, en hausse de 38,3 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents, ce qui s'explique en partie par la fluctuation des taux de change et la variation des ajustements de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles.

Marchés des capitaux mondiaux

Les activités sur les marchés des capitaux mondiaux de la Société ont généré des produits des activités ordinaires de 212,3 millions \$ au quatrième trimestre, en hausse de 14,2 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres alors que s'est poursuivie la légère reprise des marchés des capitaux mondiaux après le ralentissement observé à l'échelle mondiale, les produits tirés des activités de consultation ayant affiché les progressions les plus importantes. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des sept derniers trimestres ont été de 210,7 millions \$ et les moins élevés, de 144,8 millions \$.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis se sont établis à 119,6 millions \$ au quatrième trimestre, en hausse de 28,8 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents, ce qui reflète l'augmentation du nombre de transactions de fusions et acquisitions conclues au cours de la période et une légère reprise des activités de financement de sociétés, le tout conjugué à une progression des produits tirés des activités de négociation attribuable à la volatilité accrue. Les produits trimestriels les plus élevés générés par cette division au cours des sept derniers trimestres ont été de 110,2 millions \$ et les moins élevés, de 73,5 millions \$ au T1/24.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux au Canada se sont chiffrés à 37,3 millions \$ au T4/25, en baisse de 16,3 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents en raison surtout du recul des produits tirés des services de consultation au trimestre considéré. Les produits trimestriels les plus élevés générés par cette division au cours des sept trimestres précédents ont été de 62,7 millions \$ et les moins élevés, de 24,6 millions \$.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux en Australie se sont établis à 18,0 millions \$ au quatrième trimestre, un recul de 25,7 % comparativement à la moyenne des sept trimestres précédents. Bien que cette région continue de profiter d'une conjoncture propice aux activités de financement de sociétés, l'apport du quatrième trimestre reflète un niveau d'activité moins élevé dans l'ensemble du secteur en lien avec l'été austral. Les produits trimestriels les plus élevés générés par cette division au cours des sept trimestres précédents ont été de 33,0 millions \$ et les moins élevés, de 18,2 millions \$.

Les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 37,3 millions \$ au T4/25, en hausse de 54,1 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents, ce qui découle essentiellement des transactions de fusions et acquisitions conclues au cours du trimestre considéré. Les produits trimestriels les plus élevés générés par cette division au cours des sept derniers trimestres ont été de 31,4 millions \$ et les moins élevés, de 13,3 millions \$.

Gestion de patrimoine mondiale

Les produits des activités de gestion de patrimoine mondiale se sont établis à 238,9 millions \$ au quatrième trimestre, en hausse de 16,2 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents, ce qui constitue un nouveau record trimestriel pour cette division. Les produits trimestriels les plus élevés générés par cette division au cours des sept derniers trimestres ont été de 233,4 millions \$ et les moins élevés, de 187,2 millions \$.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord se sont élevés à 100,4 millions \$, en hausse de 22,8 % par rapport à ceux des sept trimestres précédents, grâce à une hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et des produits d'intérêts. Dans cette division, les actifs pour le compte des clients¹ se sont établis à 42,7 milliards \$, en hausse de 11,7 % comparativement à la moyenne des sept derniers trimestres, ce qui est attribuable à l'augmentation de la valeur de marché, au recrutement et aux entrées de trésorerie positives.

Les produits des activités ordinaires de CGWM UK se sont établis à 117,6 millions \$ au T4/25, soit un nouveau record trimestriel et une hausse de 10,7 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents grâce à la progression des produits en lien avec les acquisitions récentes. Les actifs pour le compte des clients¹ se sont élevés à 69,2 milliards \$, ce qui représente un nouveau record et une augmentation de 17,8 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents, laquelle est attribuable aux nouveaux actifs nets en lien principalement avec les activités d'acquisition, à la croissance du marché et à la fluctuation des taux de change.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie se sont élevés à 20,9 millions \$ au T4/25, en hausse de 18,5 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents. Les actifs pour le compte des clients¹ s'élevaient à 8,4 milliards \$ au 31 mars 2025, une hausse de 29,4 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents qui reflète nos démarches de recrutement actives.

Non sectoriel et autres

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres se sont chiffrés à 10,0 millions \$, en hausse de 52,9 % comparativement à la moyenne des sept trimestres précédents. La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique surtout par les ajustements de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, par la variation des produits d'intérêts et des profits ou pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling, de même que par la variation des produits tirés de services de courtage de correspondance de la Société.

Situation financière

(en milliers \$ CA)	Données de l'état de la situation financière aux 31 mars				
	2025	2024	2023	2022	2021
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 193 201 \$	855 604 \$	1 008 432 \$	1 788 261 \$	1 883 292 \$
Titres détenus	702 418	575 011	715 078	1 051 229	1 041 583
Créances clients	3 325 539	3 426 058	3 355 203	3 438 655	3 973 442
Impôt sur le résultat à recevoir	28 095	33 753	34 209	1 967	738
Autres créances	51 974	—	—	—	—
Actifs d'impôt différé	61 575	71 004	90 733	98 224	81 229
Placements	11 812	12 913	18 101	22 928	12 193
Matériel et aménagements des locaux loués	125 389	61 000	48 180	34 643	23 070
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	1 032 949	903 842	928 735	697 272	531 038
Actif au titre de droits d'utilisation	187 595	193 280	103 729	117 066	85 216
Total de l'actif	6 720 547 \$	6 132 465 \$	6 302 400 \$	7 250 245 \$	7 631 801 \$
Passif et capitaux propres					
Titres vendus à découvert	595 507 \$	495 246 \$	556 303 \$	567 290 \$	889 607 \$
Dettes fournisseurs, charges à payer et provisions	3 757 771	3 484 461	3 739 992	4 853 894	5 170 957
Impôt sur le résultat à payer	7 506	2 096	2 177	15 952	56 285
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	—	13 672	13 342	6 574	12 119
Tranche à court terme des obligations locatives	30 283	24 579	26 712	23 928	24 311
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	11 855	10 112	17 325	10 618	17 706
Obligations locatives	205 115	190 169	92 526	101 620	70 591
Passifs dérivés	129 835	110 007	61 705	41 090	—
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	22 111	12 345	36 673	34 668	19 577
Emprunt bancaire	442 780	287 857	293 780	145 467	66 200
Passifs d'impôt différé	61 414	53 337	55 728	24 875	13 552
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débiteures convertibles	85 155	80 973	—	—	168 112
Participations ne donnant pas le contrôle	403 923	364 466	343 998	238 700	8 190
Capitaux propres	959 792	995 645	1 054 639	1 178 069	1 107 094
Total du passif et des capitaux propres	6 720 547 \$	6 132 465 \$	6 302 400 \$	7 250 245 \$	7 631 801 \$

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,2 milliard \$ au 31 mars 2025, comparativement à 855,6 millions \$ au 31 mars 2024. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient à 702,4 millions \$ au 31 mars 2025, comparativement à 575,0 millions \$ au 31 mars 2024, en raison principalement d'une augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les créances clients se chiffraient à 3,3 milliards \$ au 31 mars 2025, en comparaison de 3,4 milliards \$ au 31 mars 2024, ce qui s'explique surtout par une baisse des débiteurs.

Au 31 mars 2025, le goodwill s'élevait à 686,5 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 346,4 millions \$. Au 31 mars 2024, le goodwill s'élevait à 615,5 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 288,3 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions réalisées précédemment, ainsi que des acquisitions d'ICL en date du 8 avril 2024, de Cantab en date du 1^{er} octobre 2024 et de BMI en date du 24 février 2025. L'augmentation du goodwill et des immobilisations incorporelles est surtout liée aux nouvelles acquisitions et à la fluctuation des taux de change, le tout en partie contrebalancé par l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Au 31 mars 2025, les actifs au titre de droits d'utilisation se chiffraient à 187,6 millions \$, comparativement à 193,3 millions \$ au 31 mars 2024, principalement en raison de la charge d'amortissement comptabilisée au cours de l'exercice.

Le 15 mars 2024, parallèlement à la clôture du placement privé sans courtier de 110 millions \$ de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, la Société a consenti à la société en commandite un prêt d'environ 80 millions \$ (le « prêt à la société en commandite ») aux termes d'une convention de prêt garanti portant intérêt datée du 7 mars 2024 conclue avec celle-ci (la « convention de prêt avec la société en commandite »). Le prêt à la société en commandite a été consenti pour permettre à celle-ci d'acheter environ 9,7 % des actions ordinaires en circulation de la Société auprès de deux investisseurs institutionnels dans le cadre d'une transaction privée, dont la clôture a eu lieu le 15 mars 2024. La société en commandite est un véhicule indépendant d'actionariat des employés qui acquerra et détiendra des actions ordinaires et d'autres titres de la Société, disposera de ces actions et titres et facilitera la propriété indirecte, par les employés, de titres de la Société.

Au cours de l'exercice 2025, certains membres de la haute direction et cadres générateurs de revenus (les « participants ») ont conclu des conventions de prêt (« prêts-achats de 2025 ») avec le Groupe CG. Le produit des prêts-achats de 2025 a été utilisé pour souscrire des parts de SEC de la société en commandite. Les prêts-achats de 2025 portent intérêt et ont une durée maximale de sept ans et sont garantis par la mise en gage des parts de SEC.

Les participants ont versé leur apport en capital initial (l'« apport en capital initial ») à la société en commandite en utilisant le produit des prêts-achats de 2025 aux premier, deuxième et troisième trimestres de l'exercice 2025. Lorsque les approbations de certains organismes de réglementation permettant à la société en commandite de détenir plus de 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société ont été reçues, les participants étaient tenus de souscrire des parts supplémentaires de SEC en versant un apport en capital supplémentaire à la société en commandite (« apport en capital supplémentaire ») d'un montant correspondant à 20 % du montant en capital des prêts-achats de 2025 reçus par les participants. Au T3 2025, la société en commandite a obtenu les approbations des organismes de réglementation requises, et le 20 décembre 2024, les participants ont versé l'apport en capital supplémentaire sous forme de trésorerie ou d'actions ordinaires de la Société.

Pour ce qui est des participants de Marchés des capitaux et de ceux qui sont des membres de la direction, le remboursement du montant en capital aux termes des prêts-rachats de 2025 doit équivaloir à un montant correspondant à 20 % de la prime annuelle du participant, moins les retenues d'impôt sur le revenu applicables (le « montant du remboursement annuel »). Tant que le prêt-achat de 2025 demeure impayé, ces participants recevront de la Société un montant correspondant à 0,67 fois l'équivalent avant impôt de tout capital du prêt-achat de 2025 remboursé par le participant de temps à autre (le « montant supplémentaire »). Le montant supplémentaire, moins les retenues d'impôt applicables à ces participants, servira à acquitter une partie du montant en capital du prêt-achat de 2025. Les participants de la division Gestion de patrimoine doivent rembourser une partie du montant en capital de leurs prêts-achats de 2025 au moyen de versements mensuels égaux sur leurs commissions mensuelles. Ces versements correspondront à 60 % du paiement dû, moins les retenues d'impôt applicables (le « montant du remboursement mensuel »). Tant que le prêt-achat de 2025 demeure impayé, la Société versera 40 % du montant en capital, avant impôt, du prêt-achat de 2025 remboursé par ces participants de temps à autre (le « montant supplémentaire mensuel »). Le montant supplémentaire mensuel, moins les retenues d'impôt applicables à ces participants, servira à acquitter une partie du montant du remboursement mensuel qui leur incombe.

La société en commandite a utilisé le produit tiré de la souscription des parts de SEC par les participants dans le cadre de l'apport en capital initial pour rembourser le capital impayé sur le prêt à la société en commandite. Au 31 mars 2025, la société en commandite avait remboursé la totalité du montant en capital du prêt à la société en commandite.

Avant la clôture du premier trimestre de l'exercice 2026, le Groupe CG prévoit prêter aux nouveaux participants et aux participants actuels un montant en capital total d'au plus 27 millions \$ aux termes de nouveaux prêts-achats (« prêts-achats de 2026 ») pour la souscription de parts de SEC de la société en commandite. Les prêts-achats de 2026 porteront intérêt, auront une durée maximale de sept ans, seront garantis par la mise en gage des parts de SEC et seront essentiellement assortis des mêmes modalités que les prêts-achats de 2025, y compris en ce qui a trait aux montants supplémentaires. Les participants ayant contracté un prêt-achat de 2025 et un prêt-achat de 2026 ne devraient pas être tenus de commencer à rembourser le prêt-achat de 2026 avant d'avoir remboursé le prêt-achat de 2025. À cet égard, avant la clôture du premier trimestre de l'exercice 2026, la Société prévoit consentir à la société en commandite un prêt à court terme garanti portant intérêt d'un montant jusqu'à concurrence du

montant en capital total des prêts-achats de 2026 et des contributions connexes des participants à la société en commandite (« nouveau prêt à la société en commandite »). La société en commandite sera tenue de rembourser le nouveau prêt à la société en commandite à même le produit en espèces tiré de la souscription des parts de SEC par les participants.

Au 31 mars 2025, l'encours total des prêts-achats de 2025, net des remboursements de capital, était de 64,7 millions \$. La tranche à court terme de 12,7 millions \$ est incluse dans les créances clients et la tranche à long terme de 52,0 millions \$, dans les autres créances aux états de la situation financière consolidés au 31 mars 2025.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 226,9 millions \$ au 31 mars 2025, par rapport à 178,7 millions \$ au 31 mars 2024. La hausse au titre des autres actifs découle essentiellement de l'augmentation des immobilisations corporelles en lien avec la construction des nouveaux bureaux à New York et à Vancouver.

PASSIFS ET PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les titres vendus à découvert étaient de 595,5 millions \$ au 31 mars 2025, par rapport à 495,2 millions \$ au 31 mars 2025, en raison surtout d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,8 milliards \$ au 31 mars 2024, en hausse par rapport à 3,5 milliards \$ au 31 mars 2024, ce qui est principalement attribuable à une augmentation des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières et aux clients.

La dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé étaient de 76,4 millions \$ au 31 mars 2025, en hausse par rapport à 62,9 millions \$ au 31 mars 2024, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des passifs d'impôt différé au titre des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de CGWM UK.

Les obligations locatives s'établissaient à 235,4 millions \$ au 31 mars 2025, en hausse de 20,7 millions \$, en raison de l'ajout de nouveaux bureaux à New York, à Boston et à Vancouver, ce qui a été contrebalancé par les paiements de loyers en trésorerie.

La contrepartie différée et la contrepartie éventuelle totalisaient 34,0 millions \$ au 31 mars 2025 (22,5 millions \$ au 31 mars 2024) et sont liées aux acquisitions de Sawaya, de Results, d'ICL, de Cantab et de BMI. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025, la Société a effectué un paiement en espèces de 5,8 millions \$ en lien avec la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Sawaya. En outre, relativement à l'acquisition de Results, des actions d'un montant de 1,2 million \$ ont été émises à titre de paiement de la contrepartie différée et un paiement de 3,5 millions \$ en espèces a été effectué au titre de la contrepartie éventuelle. Dans le cadre des acquisitions d'ICL, de Cantab et de BMI, la Société a comptabilisé une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de respectivement 5,3 millions \$, 4,4 millions \$ et 9,2 millions \$. De plus, des ajustements de 0,9 million \$ ont été comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025 en lien avec la variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle dans le cadre des acquisitions d'ICL, de Cantab et de Results.

Certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles émises par la filiale de la Société, CGWM UK. Les deux séries d'actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises aux dirigeants et aux employés de CGWM UK ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument, dans certaines circonstances, en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025, un ajustement de la juste valeur de 21,0 millions \$ (13,3 millions \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024) a été comptabilisé aux comptes de résultat consolidés. La valeur comptable du passif dérivé lié aux deux séries d'actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles au 31 mars 2025 s'élevait à 57,0 millions £ (105,4 millions \$ CA) (45,0 millions £ (76,9 millions \$ CA) au 31 mars 2024) et était présentée dans les passifs dérivés aux états de la situation financière consolidés au 31 mars 2025.

Le 15 mars 2024, la Société a émis des débetures convertibles d'un montant de 110,0 millions \$. Les débetures convertibles sont classées à titre d'instrument hybride qui comporte deux composantes : une composante passif, laquelle représente l'obligation contractuelle de la Société de verser des intérêts, et une composante dérivé incorporé, laquelle reflète la valeur de l'option de conversion. Les deux composantes sont comptabilisées dans les passifs aux états de la situation financière consolidés. Au 31 mars 2025, la valeur comptable des débetures convertibles était de 85,2 millions \$ (81,0 millions \$ au 31 mars 2024). La juste valeur de l'option de conversion était de 24,4 millions \$ au 31 mars 2025 (33,1 millions \$ au 31 mars 2024) et est présentée dans les passifs dérivés aux états de la situation financière consolidés. La Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 8,7 millions \$ pour réduire la valeur de l'option de conversion aux comptes de résultat consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025 (charge de 4,4 millions \$ au 31 mars 2024).

Les débetures convertibles portent intérêt au taux fixe annuel de 7,75 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de juin et de décembre de chaque année à compter du 30 juin 2024. Les débetures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 9,68 \$ par action ordinaire ou à un autre prix ajusté dans certaines circonstances (voir ci-après). Les débetures convertibles viendront à échéance le 15 mars 2029 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 15 mars 2027.

Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises au porteur au moment de la conversion des débetures est limité dans la mesure où le porteur ne peut détenir plus de 9,9 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société à la suite de la conversion. En cas d'avis de rachat des débetures convertibles par la Société, le porteur peut choisir de convertir les débetures convertibles en actions ordinaires et au moment de la conversion, le montant maximal d'actions pouvant être émises

peut être dépassé pourvu que le porteur obtienne toutes les approbations des organismes de réglementation pouvant être nécessaires. Si le porteur n'obtient pas l'approbation des organismes de réglementation au moment de la conversion, la Société versera au porteur un montant en trésorerie correspondant à l'excédent de la valeur de conversion des actions ordinaires qui auraient été alors émises sur le montant maximal d'actions pouvant être émises au moment de la conversion ainsi qu'il a été décrit précédemment.

Les modalités des débetures convertibles incluent les dispositions antidilution standards prévoyant que le prix de conversion sera ajusté en cas de réorganisation des actions ordinaires par voie d'un fractionnement, d'un regroupement, d'une distribution ou d'une opération équivalente, ou si la Société émet des droits, des options ou des bons de souscription à ses actionnaires. Si la Société verse un dividende supérieur au dividende versé dans le cours normal des activités (0,34 \$ par action ordinaire par exercice financier), alors le prix de conversion sera ajusté en multipliant le prix de conversion en vigueur à la date de clôture des registres pour le versement du dividende en question par une fraction correspondant i) au cours des actions à la date de clôture des registres pour le versement du dividende en question, moins le montant de l'excédent du dividende sur le dividende versé dans le cours normal des activités, divisé par ii) le cours des actions à la date du versement.

La Société a conclu une convention de crédit pour des facilités de premier rang en lien avec un emprunt bancaire (l'« emprunt bancaire »). L'emprunt bancaire a été refinancé au cours de l'exercice considéré, et le solde du capital impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, s'élevait à 238,2 millions £ (442,8 millions \$ CA) au 31 mars 2025 (176,4 millions £ (301,5 millions \$ CA) au 31 mars 2024). L'emprunt vient à échéance le 19 novembre 2027 et peut être prolongé sur deux périodes de un an, sous réserve de certaines conditions et sans remboursements prévus et, par conséquent, il a été classé à titre de passif à long terme dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2025. L'emprunt bancaire était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 6,96 % au 31 mars 2025 (taux annuel de 7,69 % au 31 mars 2024).

La Société dispose d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 722,7 millions \$ (674,7 millions \$ au 31 mars 2024). Ces facilités de crédit limitées, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont utilisées pour faciliter le règlement des transactions et sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2025, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit (néant au 31 mars 2024).

Les participations ne donnant pas le contrôle se chiffraient à 403,9 millions \$ au 31 mars 2025, en comparaison de 364,5 millions \$ au 31 mars 2024, en hausse de 39,5 millions \$, ce qui est surtout en lien avec la composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK, déduction faite des dividendes reçus et de la fluctuation des taux de change. Les participations ne donnant pas le contrôle représentent également 31,8 % de l'actif net des activités en Australie (31,8 % au 31 mars 2024).

Provisions, procédures de litige et passif éventuel

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des charges engagées au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2025 :

	Provisions pour litiges \$	Provisions pour restructuration \$	Total des provisions \$
Solde au 31 mars 2023	18 136	1 524	19 660
Ajouts	4 832	18 143	22 975
Utilisées	(3 860)	(17 768)	(21 628)
Solde au 31 mars 2024	19 108	1 899	21 007
Ajouts	23 604	5 103	28 707
Utilisées	(5 377)	(6 935)	(12 312)
Solde au 31 mars 2025	37 335	67	37 402

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2025, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 31 mars 2025, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est visée par certains litiges et certaines réclamations invoquées ou non en ce qui a trait à certaines filiales de GCGL, à CGGI directement, ou à GCGL ainsi que certaines de ses filiales.

La Société est assujettie à certaines règles, réglementations et autres exigences réglementaires propres aux activités de courtage et, de ce fait, elle exerce ses activités dans un cadre réglementaire régi par des agences et des organismes gouvernementaux. En tant qu'entité réglementée et dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet d'examen périodiques par ces agences et organismes. La Société a mis en place des politiques et des procédures conçues dans le but d'assurer le respect de ces règles, réglementations et exigences. Dans l'éventualité où une autorité réglementaire déterminerait que la Société n'a pas suivi ou respecté certaines procédures ou exigences réglementaires, ou que les dossiers et rapports de la Société présentent des lacunes ou tout autre cas de défaillance financière ou de non-conformité, la Société pourrait être d'accord avec l'imposition d'une amende, pénalité ou sanction ou se voir imposer celles-ci par une autorité réglementaire. Si de telles circonstances se produisent, la Société établira une provision pour toute affaire pour laquelle il est probable qu'un paiement pouvant raisonnablement être estimé soit exigé.

En lien avec cette surveillance réglementaire, la Société est partie à une affaire d'application de la loi et à d'éventuelles affaires d'application de la loi découlant d'examen des activités de tenue de marché de gros et des activités de négociation de la Société aux États-Unis, y compris son programme de conformité à la *Bank Secrecy Act* et de lutte contre le blanchiment d'argent. Bien que la Société ignore pour le moment si le règlement de l'affaire d'application de la loi ou des éventuelles affaires d'application de la loi sous-jacentes aura lieu dans le cours normal des activités et quelle sera l'incidence de ce règlement éventuel, il est probable que la Société se voie imposer une pénalité importante et doive engager des frais supplémentaires liés à ses activités. En lien avec le règlement de ces affaires, la Société pourrait également se voir imposer des sanctions non pécuniaires et être assujettie à d'autres modalités susceptibles d'avoir une incidence négative sur ses activités. En raison des incertitudes y afférentes, la Société ignore si le règlement final de ces affaires aura une incidence défavorable importante sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou ses résultats d'exploitation. Une estimation du règlement des affaires a été comptabilisée au cours d'une période précédente en fonction du jugement de la direction et des informations dont disposait la Société au moment de la comptabilisation de cette estimation. Dans le cadre de l'évaluation périodique par la Société du caractère approprié de ses provisions, l'estimation précédente a été révisée et la provision a été augmentée en fonction des échanges qu'a eus la Société avec certains organismes de réglementation au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025. L'augmentation a été incluse dans les charges de l'exercice considéré et l'estimation à jour connexe est comprise dans le total des provisions pour litiges au 31 mars 2025 présenté précédemment. Afin d'estimer le montant comptabilisé, la direction s'est reportée à des affaires précédentes d'application de la loi réglées par d'autres sociétés, tout en reconnaissant que les faits et les circonstances de ces affaires étaient sensiblement différents de ceux de la Société. En date des états financiers consolidés et en fonction des interactions qu'elle a eues avec les organismes de réglementation jusqu'à présent, la Société a déterminé qu'il est probable qu'elle soit tenue d'effectuer un paiement supérieur au montant de la provision qui a été comptabilisé au 31 mars 2025. L'estimation de la Société a nécessité une grande part de jugement, était fondée sur l'état et la nature des examens au moment de cette estimation et tenait compte du fait que les examens étaient en cours. Cependant, compte tenu du fait qu'on ignore toujours la mesure dans laquelle les mesures correctives mises en place par la Société seront prises en compte, qu'il est possible que des faits ou éléments nouveaux surviennent et que les autres affaires d'application de la loi réglées par d'autres sociétés ont donné lieu à des paiements très divers, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer de manière raisonnable ou fiable le montant excédentaire par rapport à la provision actuelle ni de produire une fourchette d'estimations à cet égard.

Engagements

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie. Après la clôture de l'exercice, le 1^{er} avril 2025, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive en vue de vendre à Cantor ses activités de tenue de marché de gros aux États-Unis. La vente ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière, le rendement financier et les flux de la trésorerie de la Société.

Le tableau ci-après résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 31 mars 2025 :

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2026	Exercice 2027 – Exercice 2028	Exercice 2029 – Exercice 2030	Par la suite
Locaux et matériel	381 985	13 221	76 112	62 810	229 842
Emprunt bancaire ¹	528 053	31 039	497 014	—	—
Débiteures convertibles ²	144 673	8 250	16 500	119 923	—
Total des obligations	1 054 711	52 510	589 626	182 733	229 842

1) L'emprunt bancaire a été refinancé au cours de l'exercice considéré, et l'encours du principal, déduction faite des frais de financement non amortis, s'élevait à 238,2 millions £ (442,8 millions \$ CA) au 31 mars 2025. L'emprunt vient à échéance le 19 novembre 2027 et peut être prolongé sur deux périodes de un an, sous réserve de certaines conditions et sans remboursements prévus et, par conséquent, il a été classé à titre de passif à long terme dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2025. L'emprunt bancaire était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 6,96 % au 31 mars 2025 (taux annuel de 7,69 % au 31 mars 2024).

2) Les débiteures convertibles portent intérêt à un taux annuel de 7,75 % et viennent à échéance le 15 mars 2029. Les débiteures convertibles pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 15 mars 2027.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant néant (néant \$ US) (2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) au 31 mars 2024) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2025 et 2024, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2025 et 2024, la Société n'avait aucun solde impayé sur sa dette bancaire aux termes de ces facilités.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, (le déficit) les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que la dette subordonnée, les participations ne donnant pas le contrôle, les emprunts bancaires et les débetures convertibles. Au 31 mars 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,2 milliard \$, en hausse de 337,6 millions \$ par rapport à 855,6 millions \$ au 31 mars 2024.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025, des flux de trésorerie de 9,8 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, en raison de l'acquisition d'actions dans le cadre du RILT, du versement de dividendes en espèces sur les actions privilégiées convertibles émises au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, du versement de dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées, des paiements de loyers et du remboursement d'emprunts bancaires, le tout en partie contrebalancé par le produit net des emprunts bancaires liés à CGWM UK qui ont été refinancés au cours des troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2025. Des flux de trésorerie de 151,1 millions \$ ont été affectés aux activités d'investissement, en lien principalement avec l'acquisition d'ICL, de Cantab et de BMI, les aménagements des locaux loués pour les nouveaux bureaux de New York et de Vancouver et le paiement d'une contrepartie éventuelle et d'une contrepartie différée. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont chiffrés à 475,6 millions \$, en lien principalement avec des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 22,9 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. La Société déploie en totalité son fonds de roulement, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, dans le cadre de son exploitation afin de disposer des fonds propres réglementaires requis et pour respecter les exigences des contreparties, notamment les dépôts en trésorerie nécessaires pour maintenir les activités aux niveaux actuels. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de un jour, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Certains engagements incombent à la Société, comme il est décrit précédemment aux rubriques « Arrangements hors bilan » et « Dette bancaire et autres facilités de crédit ». Exception faite des contrats conclus dans le cours normal des activités, la Société n'a conclu aucun contrat pouvant raisonnablement être considéré comme important.

Données sur les actions privilégiées et ordinaires en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2025	2024
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	96 030 827	92 084 814
Nombre d'actions émises et en circulation ²	102 529 368	102 189 077
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	117 026 507	116 928 318
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	95 450 945	91 764 670
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	s. o.	s. o.

1) Exclut 6 376 186 actions dont les droits ne sont pas acquis, achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 122 355 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

2) Inclut 6 376 186 actions dont les droits ne sont pas acquis, achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 122 355 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

3) Inclut 3 440 000 actions qui devraient être émises si la totalité des options sur actions liées au rendement en cours étaient exercées et 343 357 actions qui devraient être émises dans le cadre des acquisitions de Sawaya et de Results, déduction faite des renoncations estimées, ainsi que 11 636 636 actions liées aux débetures convertibles.

4) Au cours des exercices clos les 31 mars 2025 et 2024, la Société a comptabilisé une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, le RPA après dilution est égal au RPA de base, car les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Le 1^{er} septembre 2021, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A »). Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période de cinq ans close le 30 septembre 2021. Depuis le 1^{er} octobre 2021 et pour la période prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,028 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle peut exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE B

Le 30 septembre 2021, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 30 septembre 2021, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle peut exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série C. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022. Depuis le 1^{er} juillet 2022 et pour la période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE D

Le 30 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 15 juin 2022, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2022, la Société n'avait racheté aucune action privilégiée de série C.

ACTIONS ORDINAIRES

Le 19 août 2024, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2024 au 20 août 2025, jusqu'à 5 109 453 de ses actions ordinaires

par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 21 août 2024 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 20 août 2025) au gré de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la TSX, les rachats quotidiens sont limités à 30 336 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la TSX au cours de la période de six mois civile allant de février 2024 à juillet 2024 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 121 347 actions ordinaires)).

Au 31 mai 2025, 102 529 368 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTION ORDINAIRE

	Nombre d'actions
Solde au 31 mars 2023	99 594 391
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Sawaya	195 993
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	2 398 693
Solde au 31 mars 2024	102 189 077
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Sawaya	195 993
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Results	144 298
Solde au 31 mars 2025	102 529 368

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

UNITÉS D'ACTION DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à ses administrateurs indépendants. Aux termes du régime, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D'ACTION DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

La Société offre un régime d'UAD à certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Les UAD sont réglées en espèces un an après que les participants ont quitté la Société selon certaines conditions du régime.

UNITÉS D'ACTION LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains cadres. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution

annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération au compte de résultat consolidé.

OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

CONVENTION D'ENCOURAGEMENT À L'INTENTION DES DIRIGEANTS

Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK a été mise en œuvre et, sous réserve de l'atteinte de certains seuils minimaux, celle-ci prévoit le versement de certains paiements si un événement de liquidité survient dans les six années suivant sa mise en œuvre ou après six années si un événement de liquidité n'est pas survenu et que les acheteurs institutionnels initiaux des actions privilégiées convertibles A émises par CGWM UK ne sont plus porteurs de ces actions.

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des principales filiales agissant à titre de contrepartistes et des principales sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 25 des états financiers consolidés annuels.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2025	31 mars 2024
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100,0 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	100 %
CG G-Corp Sponsors Inc.	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie, SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited ¹	Guernesey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited ¹	Guernesey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Asset Management Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
CG Wealth Planning Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Cantab Asset Management Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Intelligent Capital Ltd. ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Punter Southall Wealth Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Asset Management (International) Ltd. auparavant Brooks Macdonald Asset Management (International) Ltd. ¹	Jersey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Alternative Capital LLC	États-Unis	100 %	100 %
CG Sawaya, LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Holdings ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Limited Partnership	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) GP ULC	Canada	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Group Finance Company Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.	Bahamas	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Financial Limited ²	Australie	65 %	65 %
Patersons Asset Management Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲(北京)投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited ¹	Jersey	100 %	94,5 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %

1) La Société a émis des actions privilégiées convertibles à certains investisseurs institutionnels et certains instruments de capitaux propres de CGWM UK de sorte que la valeur de la transaction représente une participation de 5,55 % dans les actions ordinaires en circulation de CGWM UK. Après conversion, les actions privilégiées convertibles, les actions préférentielles et les actions ordinaires émises à la direction et aux employés de CGWM UK une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 %

2) La Société détient 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 68,2 % au 31 mars 2025 (68,2 % au 31 mars 2024), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un régime d'unités d'actions liées au rendement, un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour les membres de la haute direction et un régime d'options sur actions liées au

rendement. Les administrateurs ont le droit d'acheter des UAD. Certains instruments de capitaux propres dans CGWM UK ont été achetés par des dirigeants et des employés de CGWM UK en lien avec l'émission d'actions privilégiées convertibles à HPS.

(en milliers)	31 mars 2025 \$	31 mars 2024 \$
Avantages du personnel à court terme	13 763	45 826
Paiements fondés sur des actions	611	599
Avantages postérieurs à l'emploi	—	2 025
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	14 374	48 450

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

(en milliers \$ CA)	31 mars 2025 \$	31 mars 2024 \$
Créances clients	8 235	19 469
Dettes fournisseurs et charges à payer	517	327

En plus des soldes présentés ci-dessus, ainsi qu'il est décrit plus en détail et défini aux présentes (se reporter à la rubrique « Situation financière »), les participants ayant souscrit des parts de la société en commandite ont conclu des prêts-achats avec des filiales de la Société. Le produit des prêts-achats a été utilisé pour souscrire des parts de SEC de la société en commandite. Les prêts-achats portent intérêt et ont une durée maximale de sept ans et sont garantis par la mise en gage des parts de SEC.

Au 31 mars 2025, l'encours total des prêts-achats de 2025, net des remboursements de capital, était de 64,7 millions \$. La tranche à court terme de 12,7 millions \$ est incluse dans les créances clients et la tranche à long terme de 52,0 millions \$, dans les autres créances aux états de la situation financière consolidés au 31 mars 2025.

Informations significatives sur les méthodes comptables, et utilisation d'estimations et d'hypothèses importantes

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES SIGNIFICATIVES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses.

Certains facteurs ont une incidence sur les hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations et suscitent davantage d'incertitude à leur égard. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, la perturbation des marchés attribuable à l'incidence des tarifs douaniers imposés à l'échelle mondiale et à leurs répercussions récessionnistes et inflationnistes potentielles, ainsi que l'incidence de facteurs géopolitiques persistants.

Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers de niveau 2 et de niveau 3, les provisions, l'évaluation des contreparties éventuelles et l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé et des débentures convertibles – composante passif dérivé. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition préliminaire, y compris l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises en lien avec les acquisitions d'ICL, de Cantab et de BMI.

La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des politiques et des lois fiscales dans le cadre de ses activités au Canada et à l'étranger. Puisque les lois et les politiques fiscales de plusieurs pays font l'objet de modifications et d'interprétations continues, le résultat final de certaines opérations fiscales reste incertain.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

MODIFICATIONS D'IAS 1 – CLASSEMENT DES PASSIFS EN TANT QUE PASSIFS COURANTS OU NON COURANTS

Les modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »), précisent que, pour classer un passif en tant que passif non courant, l'entité doit avoir le droit de différer le règlement de ce passif pour au moins douze mois après la date de clôture. La probabilité que l'entité exerce son droit n'a pas d'incidence sur le classement du passif. De plus, l'entité est tenue de fournir

des informations lorsqu'elle classe un passif découlant d'un contrat d'emprunt en tant que passif non courant et que son droit de différer le règlement dépend du respect par l'entité de clauses restrictives futures dans les douze mois.

La Société a adopté les modifications d'IAS 1 le 1^{er} avril 2024. L'adoption des modifications n'a entraîné aucun changement dans les passifs de la Société.

PILIER 2 DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (« OCDE »)

La Société subit l'influence des modifications apportées aux lois et aux règlements fiscaux, notamment l'instauration des règles du Pilier 2 (impôt minimum mondial de 15 %), qui a été adopté ou quasi adopté dans certains territoires où la Société exerce ses activités par l'intermédiaire de ses filiales (note 16).

Le Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires (« BEPS ») mis en place par l'OCDE et le G20 traite des défis fiscaux découlant de la transformation numérique de l'économie. Les règles globales anti-érosion de la base d'imposition (modèle de règles du Pilier 2), qui assujettissent à un impôt minimum mondial de 15 % les entreprises multinationales dont les produits dépassent 750 millions €, ont été adoptées ou quasi adoptées avec prise d'effet le 1^{er} avril 2024 dans certains territoires où la Société exerce ses activités par l'intermédiaire de ses filiales.

La Société a appliqué l'exception aux termes des modifications apportées à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, publiées par l'IASB en mai 2023, et ne comptabilise pas des actifs et passifs d'impôt différé rattachés aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 et ne communique pas d'informations à leur sujet.

La Société continue de suivre l'évolution de la législation liée aux règles du Pilier 2 afin d'en évaluer l'incidence future potentielle sur ses états financiers consolidés.

Modifications futures des méthodes comptables

IFRS 18, ÉTATS FINANCIERS : PRÉSENTATION ET INFORMATIONS À FOURNIR (« IFRS 18 »)

En avril 2024, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié l'IFRS 18, qui remplace l'IAS 1.

L'IFRS 18 introduit des modifications importantes à la façon dont l'entité doit présenter l'état du résultat net, y compris des totaux et sous-totaux dont la présentation est exigée, de nouvelles dispositions relatives au regroupement et à la ventilation de l'information financière, ainsi que cinq catégories dans lesquelles les produits et les charges doivent être classés, soit : « exploitation », « investissement », « financement », « impôts sur le résultat » et « activités abandonnées ». En outre, l'entité est tenue de fournir les informations sur les mesures de la performance définies par la direction.

L'IFRS 18 entre en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} avril 2027, et l'application anticipée est permise. L'IFRS 18 sera appliquée de façon rétrospective.

La Société examine actuellement les incidences que les modifications auront sur les états financiers consolidés.

Résumé des informations significatives sur les méthodes comptables

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat consolidés à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

Au 31 mars 2025, la Société détenait 65 % (65 % au 31 mars 2024) des actions avec droit de vote de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA »), et cette dernière détenait la totalité des actions de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») et de Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »). La Société a évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CFGA et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2025 et 2024. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Les états financiers de chacun des établissements à l'étranger de la Société sont évalués dans leur monnaie fonctionnelle, soit la monnaie de l'environnement économique principal de chaque établissement.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période considérée. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions réalisées précédemment comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, la marque, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, les portefeuilles de contrats, les contrats de location avantageux, les portefeuilles de clients et les technologies, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

- Marques ayant une durée de vie déterminée – jusqu'à concurrence de 3 ans
- Relations clients – jusqu'à concurrence de 14 ans
- Technologies – logiciels développés en interne ou acquis – jusqu'à concurrence de 10 ans
- Contrats de gestion de fonds – jusqu'à concurrence de 10 ans
- Portefeuille de contrats – durée du portefeuille de contrats, habituellement jusqu'à concurrence de 2 ans
- Portefeuille de clients – jusqu'à concurrence de 10 ans

Logiciels développés en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Selon l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, les actifs sont comptabilisés à leur coût diminué de l'amortissement et des dépréciations cumulés. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement des logiciels, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill et immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* (« IAS 36 »), les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées aux immobilisations incorporelles à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle.

Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance annuel composé et un taux de croissance final.

Autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les bons du Trésor, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i) Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (les « critères des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »).

Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») s'ils ne respectent pas le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou s'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de réaliser la valeur de l'actif au moyen d'une vente à court terme. Les actifs financiers à la JVRN sont présentés à la juste valeur, tout profit ou toute perte en découlant étant comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés. Le profit net ou la perte nette présenté dans les comptes de résultat consolidés comprend tous les dividendes non versés et les intérêts générés par l'actif financier. Les actifs financiers évalués à la JVRN comprennent les titres détenus et les placements dans les sociétés sur lesquelles la Société n'exerce pas une influence notable.

La Société évalue périodiquement si le classement de ses actifs financiers classés comme étant à la JVRN est toujours approprié, selon son intention, ou non, de vendre les actifs financiers à court terme. Dans des cas rares, si la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Il n'y a aucun actif financier évalué à la JVAERG.

Actifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers

en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de douze mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii) Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis classés soit comme étant à la JVRN ou comme autres passifs financiers.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction, les autres passifs financiers devant être classés comme étant à la JVRN selon les IFRS et les passifs financiers volontairement désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la JVRN. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la JVRN. Les titres vendus à découvert, les passifs dérivés, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle sont classés à la JVRN.

Passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. Les passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les emprunts bancaires et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

iii) Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin de gérer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

La Société classe les instruments financiers évalués à la juste valeur selon une hiérarchie. La hiérarchie des justes valeurs distingue les données utilisées pour déterminer la juste valeur en fonction de leur importance, et la position de l'instrument financier dans la hiérarchie est déterminée en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour établir la juste valeur.

Dans la mesure du possible, la juste valeur est établie au moyen des cours du marché ou des cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur) publiés sur des marchés actifs, sans aucune déduction au titre des coûts de transaction. Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est établie de cette façon, elle est classée au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs.

Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est établie au moyen de cours publiés sur des marchés moins actifs ou de techniques d'évaluation appropriées et fiables, qui peuvent comprendre la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance. Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est établie de cette façon, elle est classée au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

Si des cours observables ne sont pas disponibles, tant sur des marchés actifs que sur des marchés moins actifs, la juste valeur est généralement déterminée au moyen de techniques comme l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation, y compris le modèle d'évaluation Black et Scholes et le modèle de simulation de Monte-Carlo. Ces techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction, qui constituent des données importantes pour établir la juste valeur. Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est établie de cette façon, elle est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. La valeur des garanties pour les titres empruntés et les titres prêtés correspond au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions.

Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie appropriée.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension et pris en pension restent inscrits aux états de la situation financière consolidés. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir.

La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est hautement probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits réalisés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Mobilier et matériel	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des contrats de location respectifs

Un élément du matériel et des aménagements des locaux loués et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Les débetures convertibles sont classées à titre d'instrument hybride qui comporte deux composantes : une composante passif, laquelle représente l'obligation contractuelle de la Société de verser des intérêts, et une composante dérivé incorporé, laquelle reflète la valeur de l'option de conversion. Les deux composantes sont comptabilisées dans les passifs aux états de la situation financière consolidés. Les intérêts courus sur le montant en capital sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés et une hausse correspondante est comptabilisée dans la composante passif. Le dérivé incorporé est comptabilisé à sa juste valeur à chaque date de clôture et les ajustements de la juste valeur sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. Au rachat des débetures convertibles et à l'émission du capital social, la composante passif est reclassée dans les capitaux propres.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat consolidés, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs et charges à payer dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (les « actions autodétenues ») sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiducies pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au régime d'intéressement à long terme (« RILT ») et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débentures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis. Les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK sont prises en compte dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Certains employés de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie de certaines formes d'instruments de capitaux propres

(transactions réglées en trésorerie ou en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des actions dont les droits sont généralement acquis sur trois ans (des UATI ou un montant en trésorerie, si les instruments sont réglés en trésorerie).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des UALR ainsi que des UAD aux termes du régime d'UAD pour les membres de la haute direction, qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions à la date d'attribution et à chaque date de clôture subséquente pour ce qui est des attributions réglées en trésorerie. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 24.

TRANSACTIONS RÉGLÉES EN INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. La Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont, par conséquent, assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

TRANSACTIONS RÉGLÉES EN TRÉSORERIE

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD pour les administrateurs indépendants est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 24). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés. Les UALR et les UAD sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR et des UAD à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération aux comptes de résultat consolidés en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances selon un modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de la politique en matière d'évaluation de la direction fondée sur l'historique des pertes sur créances et ajustée selon les facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le

montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat consolidés, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour restructuration

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour restructuration inclut les frais de restructuration du personnel.

CONTRATS DE LOCATION

Selon l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), un contrat de location est un contrat, ou partie d'un contrat, par lequel est cédé le droit d'utiliser un bien moyennant une contrepartie. La Société comptabilise des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes pour tous les contrats de location, sauf les contrats de location à court terme (de douze mois ou moins) et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Dans le cas des contrats de location à court terme ou des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, la Société comptabilise les paiements de loyers dans les charges d'exploitation selon la méthode linéaire, sauf si une autre méthode systématique est plus représentative des avantages économiques tirés du bien sous-jacent.

Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, calculée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Société à la date de début du contrat de location, lequel se situe dans une fourchette de 6,5 % à 8,5 %. Les obligations locatives sont présentées séparément dans les états de la situation financière consolidés et sont évaluées ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif afin de refléter les paiements d'intérêts et de trésorerie effectués en vertu des modalités du contrat de location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont initialement évalués au coût, en fonction du montant initial des obligations locatives, des coûts directs engagés et des paiements de loyers versés à la date de début du contrat de location ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont présentés séparément dans les états de la situation financière consolidés et sont évalués ultérieurement au coût, après déduction de l'amortissement et des dépréciations cumulés.

La charge d'intérêts sur l'obligation locative et la charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation sont imputées dans les comptes de résultat consolidés et comptabilisées séparément.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 28.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Marchés des capitaux Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société ont été regroupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni et Europe, Australie et États-Unis. Les activités de la Société en Asie sont affectées aux activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2025, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2025.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En date du 31 mars 2025, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles internes et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles internes et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2025.

Notre contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

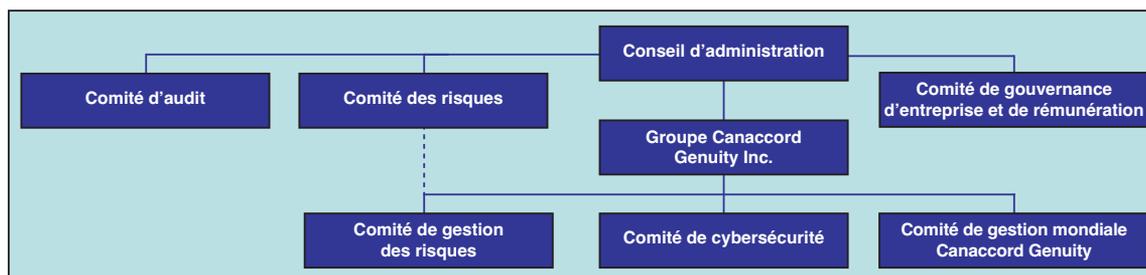
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et les autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de la Société.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des pupitres de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée au comité d'audit et comité des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat du comité d'audit et de risque en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit et le comité des risques aident le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de la Société, de même que les politiques, procédures et limites ou seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions

comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques de la Société et ses membres comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyberrisque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et supervisées par le comité des risques. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Groupe Canaccord Genuity exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (« VAR ») pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. La Société déploie en totalité son fonds de roulement, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, dans le cadre de son exploitation afin de disposer des fonds propres réglementaires requis et pour respecter les exigences des contreparties, notamment en disposant des dépôts en trésorerie nécessaires pour maintenir les activités aux niveaux actuels. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de un jour, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

RISQUE LIÉ À LA JUSTE VALEUR

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur en appliquant des contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi qu'en exerçant une surveillance à l'égard des comptes sur marge afin de s'assurer que des garanties suffisantes ont été fournies.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt

associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à ses débetures convertibles, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation, la Société atténue son exposition au risque de taux d'intérêt par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. Le risque de taux d'intérêt lié aux débetures convertibles de la Société est réduit au minimum au moyen d'un taux d'intérêt nominal fixe. La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux titres à revenu fixe détenus en établissant une série de limites, dont des limites de durée exigeant qu'une exposition au risque de hausse des taux d'intérêt soit compensée par une exposition au risque de baisse des taux d'intérêt, limites qui peuvent agir comme une couverture. Cette couverture est obtenue au moyen de positions compensatoires dans des titres à revenu fixe, ce qui peut nécessiter le recours à des contrats à terme standardisés sur titres à revenu fixe.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits aux comptes de résultat consolidés.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients et les prêts sur marge fournis aux clients du Canada par l'intermédiaire de comptes sur marge sont la principale source de risque de crédit pour la Société. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard des garanties, des clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients de détail et institutionnels du Canada un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres détenus dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ses activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration. La Société a également recours à des limites quant au montant absolu des prêts qu'elle consentira à des comptes clients individuels ou à des groupes de comptes clients associés.

La filiale canadienne de la Société fournit à ses clients de détail et institutionnels des services de négociation de produits dérivés. Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge au Canada est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts, le risque de concentration et les tendances dans l'ensemble du portefeuille de prêts sur marge. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de

défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte attribuable à des processus internes inadéquats ou ayant échoué, à des gens et à des systèmes, ou à d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés, à ses systèmes internes et aux systèmes de tiers pour traiter un grand nombre de transactions et fournir d'autres fonctions de technologie et de soutien. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Autoévaluation des risques et des contrôles » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Autoévaluation des risques et des contrôles

L'autoévaluation des risques et des contrôles a pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats de l'autoévaluation des risques et des contrôles servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. L'autoévaluation des risques et des contrôles est mise à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité des risques.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés et l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société

compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés de la Société.

La Société et ses entreprises associées fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (« Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable qu'il entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Ce cadre vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité. La prédominance croissante des outils axés sur l'intelligence artificielle (« IA ») peut aussi accroître le risque de cyberattaques ou d'atteinte à la protection des données, l'IA permettant de lancer des cyberattaques plus automatisées, ciblées et coordonnées à l'endroit de l'infrastructure technologique de la société.

La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, notamment en renforçant la sensibilisation au sein de la Société grâce à un programme de formation sur la cybersécurité offert à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité des risques du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque pandémique

Le risque pandémique est le risque que l'écllosion d'une maladie infectieuse à grande échelle augmente considérablement la morbidité et la mortalité à l'intérieur d'une vaste région géographique et entraîne d'importantes perturbations sociales et économiques. De telles perturbations pourraient avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et empêcher celle-ci d'exercer ses activités comme elle le ferait dans des conditions normales. L'écllosion mondiale de la COVID-19 et la déclaration de l'état de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020 ont considérablement perturbé l'activité économique et causé un repli marqué des marchés boursiers mondiaux, ce qui a eu une incidence sur le cours normal des activités de la Société. Dans les premiers temps de l'écllosion, la Société a révisé son plan de reprise après sinistre pour se préparer à une escalade

de l'éclosion. Les systèmes, processus et procédures de la Société ont permis de limiter efficacement les risques associés à l'éclosion de la pandémie de COVID-19, mais ces systèmes, processus et procédures pourraient s'avérer inefficaces lors de futures pandémies.

Risque lié à la situation géopolitique et économique et au marché

De par leur nature, les activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux de la Société comportent de nombreux risques, notamment ceux liés à la situation économique et politique et à la conjoncture du marché qui échappent au contrôle de la Société. Ces facteurs sont susceptibles de réduire la confiance des investisseurs, ce qui pourrait avoir un effet sur la croissance des ASA et sur le niveau des activités de financement de sociétés, de consultation et de négociation. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers; les pressions inflationnistes; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque de conduite et le risque juridique, le risque lié à la réglementation et le risque environnemental; les fluctuations des cours des devises et des taux d'intérêt, notamment sous l'effet de la volatilité du marché des actions et des prix des ressources naturelles; l'efficacité et le caractère adéquat de notre gestion des risques et de nos modèles et processus d'évaluation; l'évolution de la législation ou de la réglementation dans les territoires où nous menons nos activités; le changement climatique et d'autres risques liés aux facteurs ESG; la perturbation des marchés attribuable à l'incidence des tarifs douaniers imposés à l'échelle mondiale et à leurs répercussions récessionnistes et inflationnistes potentielles, ainsi que l'incidence de facteurs géopolitiques persistants. Bien qu'il soit difficile de prédire les conséquences de ces facteurs sur nos activités, de par leur nature, ils pourraient avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires, les marges d'exploitation, les ratios de rémunération et les charges de la Société, étant donné qu'ils pourraient se répercuter sur le volume des transactions, les prix des actifs, la volatilité ou la liquidité.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2025, les membres de la haute direction et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 10,7 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (10,5 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissaient ou votaient ensemble, ils pourraient exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de la Société pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividende

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 4 juin 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 30 juin 2025 aux actionnaires inscrits le 20 juin 2025.

Le 4 juin 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2025 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 20 juin 2025.

Le 4 juin 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2025 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 20 juin 2025.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris sa notice annuelle, se trouvent sur le site Web de la Société à l'adresse www.cgf.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR+ à l'adresse <https://www.sedarplus.ca/landingpage/fr/>.

English-language copies of this report and related disclosure documents for fiscal year 2025 are available at : www.canaccordgenuity.com/investor-relations/investor-resources/financial-reports.